

## **Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Hors Délégation**

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARINKHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

#### **Absents / Excusés :**

Roger-Yannick CHARTIER, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

## **Délégation de Service Public (DSP) - Stationnement Payant sur Voirie - Rapport Annuel du Délégué (RAD) - Rapport sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) - Exercice 2023 - Examen**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Avec la Loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2024, le stationnement payant est devenu depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 une redevance d'occupation du domaine public, dont le barème tarifaire est défini par le Conseil municipal. L'automobiliste a la possibilité de s'acquitter, soit du paiement de la redevance au tarif correspondant à la durée du stationnement ; soit du paiement d'un tarif forfaitaire sous la forme d'un Forfait Post Stationnement (FPS) applicable en cas d'absence ou d'insuffisance de paiement immédiat de la redevance.

Les FPS sont réglés par les usagers à l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) qui verse ces montants à la Ville de Montpellier. Ces recettes sont ensuite reversées à Montpellier Méditerranée Métropole et affectées à la réalisation d'opérations visant à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement ainsi que la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales.

La Ville de Montpellier a confié à la société TaM Voirie, par délibération du 3 novembre 2017, l'exploitation et la gestion du service public relatif au stationnement payant sur voirie par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 7 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Par délibération du 21 septembre 2021, un avenant n°4 au contrat DSP a autorisé la substitution en qualité de Déléataire de la Société Publique Locale TaM en lieu et place de la société dédiée TaM VOIRIE.

Par délibération du 4 avril 2023, la Ville a approuvé un avenant n°8 au Contrat DSP autorisant son Déléataire à utiliser une partie des moyens techniques et humains du contrat pour la réalisation d'une expérimentation de stationnement payant sur le territoire de la Ville de Pérols.

Par délibération du 11 décembre 2023, les tarifs du stationnement payant sur voirie ont été modifiés par un avenant n°9, afin de prendre en compte la gratuité des transports collectifs de la Métropole pour les usagers domiciliés à Montpellier.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Déléataire produit avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année à l'Autorité Délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport permet à l'Autorité Délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ce rapport annuel du Déléataire doit être examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L.1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R.2222-1 à R.2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du Déléataire relatif à la DSP stationnement payant sur voirie sur l'année 2023 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil municipal par délibération du 11 juillet 2024 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Monsieur Michel ASLANIAN, en date du 5 décembre 2024.

Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes seront réalisés à une date ultérieure.

Par ailleurs, dans le cadre de la réglementation spécifique liée aux réclamations relevant du stationnement sur voirie et conformément à l'article R.2333-120-15 du CGCT, un rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) a été établi par le Déléataire et transmis à l'Autorité Délégante. Ce rapport est annexé à la présente délibération.

Il est désormais proposé au Conseil municipal de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du Déléataire, ainsi que du rapport annuel relatif aux RAPO.

### **I) Rappel des principales modalités du contrat :**

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service public de stationnement payant sur voirie de la Ville de Montpellier, y compris la perception des redevances de stationnement, l'établissement et la gestion des FSP avec transmission à l'ANTAI ainsi que l'entretien et le renouvellement du parc des horodateurs.

Au démarrage du contrat, le Déléataire était la société dédiée « *TaM Voirie* » filiale à 100% de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM. Un avenant a autorisé la substitution en qualité de Déléataire de la société TaM en lieu et place de la société dédiée TaM Voirie.

Depuis 2022, la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM a été transformée en Société Publique Locale (SPL), avec un actionnariat entièrement public (Montpellier Méditerranée Métropole pour 68,31%, la Ville de Montpellier pour 31,4% dont le poste de Présidence et la Ville de Pérols pour 0,29%). Le capital de la société s'élève à 15 286 K€.

La délégation s'étend du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2023 porte donc sur la 6<sup>ème</sup> année de délégation.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, la Ville a renouvelé pour une durée de 3 ans, la convention avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), pour une gestion en cycle complet.

## **II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué :**

### **A/ L'activité :**

#### **1. Fréquentation :**

Par délibération du 16 décembre 2021 et du 11 octobre 2022, la Ville a approuvé des avenants introduisant des évolutions du zonage du stationnement réglementé, notamment la création d'une Zone Très Courte Durée (zone rouge).

La fréquentation provient essentiellement des visiteurs horaires, en augmentation de 14 % par rapport à 2022 et atteignant 2 724 541 usagers (39,5 % en zone orange, 35,4 % en zone jaune et 24,7% en zone verte, 0,1 % en zone rouge).

Mais la fréquentation est également liée aux abonnements, soit 18 006 profils ouverts, ils affichent une augmentation de 2,9 %.

Le nombre de contrats résidents ouverts affiche une baisse de 7,9 % (11 806 contre 12 821 en 2022). Il est à noter le maintien d'une baisse de la proportion des abonnements résidents transports en commun, soit 11,9% des abonnements résidents (18,3 % en 2022).

Par contre, le nombre de contrats professionnels ouverts affiche une hausse de 18,7 % (1 681 contre 1 419 en 2022).

Certains usagers bénéficient d'un stationnement gratuit, notamment 4 519 profils ouverts pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR).

Les abonnés ont basculé majoritairement vers la dématérialisation (58 %), alors que les visiteurs horaires utilisent en grande partie (66 %) les horodateurs.

#### **2. Contrôle du Stationnement payant sur voirie :**

L'automobiliste a la possibilité de s'acquitter, soit du paiement de la redevance au tarif correspondant à la durée de son stationnement ; soit du paiement d'un tarif forfaitaire, sous la forme d'un FPS applicable en cas d'absence ou d'insuffisance de paiement immédiat de la redevance.

Le nombre de véhicules contrôlés s'élève à 2 539 517 véhicules. Seuls 11,7 % des véhicules contrôlés n'ont pas payé leur redevance de stationnement et se voient attribuer un FPS.

Le nombre de FPS émis en 2023 est similaire par rapport à 2022 (-0,2%).

296 275 FPS ont été émis : 37,6 % en zone jaune ; 36,9 % en zone orange ; 23,8% en zone verte et 1,7% en zone rouge.

#### **3. Recouvrement des Forfaits Post Stationnement :**

Le FPS relève, dès son émission, du tarif nominal (zones rouge et orange : 35 euros ; zone jaune : 40 euros ; zone verte : 30 euros).

L'ANTAI adresse l'avis de paiement par courrier au domicile de l'utilisateur, qui a la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis avant majoration.

Si l'utilisateur n'a pas payé son FPS au terme d'un délai de 3 mois, un titre exécutoire majoré est émis par l'ANTAI. La Direction Générale des Finances Publiques procède ensuite au recouvrement.

## **B/ Principaux moyens mis en œuvre :**

### **1. Les effectifs :**

La moyenne des effectifs dédiés à la DSP Stationnement est la suivante :

- 16 agents sont affectés au contrôle ;
- 1 agent est affecté à la planification, et à la coordination ;
- 3 agents traitent les Recours Administratifs Préalables Obligatoires ;
- 5 agents sont dédiés à la maintenance et à la collecte ;
- 1 agent est recensé pour le Management des équipes.

La commercialisation des abonnements et services est réalisée dans les espaces mobilité de TaM.

### **2. Investissements :**

La mise en œuvre de la dépenalisation du stationnement payant s'est déroulée de façon satisfaisante. Montpellier est la première ville de France à être équipée d'un nouveau modèle d'horodateur afin de moderniser le stationnement payant sur voirie. La qualité de service aux usagers a été une priorité.

Au 31 décembre 2023, le parc total comprend 749 horodateurs :

- 690 horodateurs en service sur le domaine public ;
- 8 horodateurs vandalisés à remettre en état ;
- 25 horodateurs vandalisés non réparables ;
- 26 horodateurs stockés pour renforcer le maillage existant en cas de besoin.

L'année 2023 a vu la mise en œuvre de deux véhicules LAPI (Lecture Automatisée de Plaques d'Immatriculation) supplémentaires, venant renforcer les 3 véhicules LAPI acquis en 2021 et en 2022. Au total, 5 véhicules LAPI sont en service en 2023.

## **C/ Qualité de service :**

La contestation de la redevance de stationnement relève de l'ordre juridictionnel administratif.

L'automobiliste peut contester son FPS selon une procédure organisée en deux temps :

### **1. Bilan des Recours Administratifs Préalables Obligatoires relevant du Délégué :**

Après réception de leur FPS, les usagers ont la faculté d'effectuer un RAPO auprès du Délégué, sous un délai d'un mois. Une équipe de 3 agents assermentés est en charge du traitement des RAPO, des réclamations et de l'accueil téléphonique.

Seulement 6 % des FPS ont fait l'objet d'un RAPO, soit 18 441 RAPO reçus.

Le nombre de RAPO reçus est indépendant du nombre de RAPO traités. En effet, un RAPO reçu avant la période demandée pourra être traité durant la période et inversement.

18 126 RAPO ont été traités en 2023.

- 79,6 % des recours ont été admis et conduisent à la suppression du FPS ;
- 20,4 % des recours ont été rejetés.

Conformément à la demande de la Ville, l'utilisateur est informé par le Délégué lorsque le dossier est incomplet et toute décision est explicite. Le délai moyen de traitement est de 7 jours.

### **2. Recours devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant :**

Lorsque le RAPO est rejeté totalement ou partiellement, ou que le délai d'un mois est expiré, l'utilisateur a la faculté de faire un recours d'ordre juridictionnel administratif, devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant (CCSP). Cette juridiction administrative spécialisée, installée à Limoges, a une compétence sur l'ensemble du territoire national pour le contentieux lié au stationnement payant sur voirie.

978 décisions ont été rendues par la CCSP en 2023 :

- 92% sont des décisions d'acceptation et conduisent à l'annulation du FPS ;
- 8% sont des décisions de rejet.

#### **D/ La grille tarifaire :**

Selon l'article L.1411-2 du CGCT, la fixation des tarifs des services publics et du zonage constitue une prérogative de l'autorité délégante, la Ville de Montpellier.

Les tarifs appliqués en 2023 n'ont pas évolué depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2022.

Le stationnement est payant de 9 h à 19 h dans les zones jaune, orange et verte du lundi au samedi, sauf jours fériés.

Le stationnement est réglementé de 8 h à 20 h dans la zone rouge, 30 minutes gratuites du lundi au samedi sauf jours fériés.

Les Personnes à Mobilité Réduite, détentrices de la carte d'invalidité, bénéficient de la gratuité sur toutes les places de stationnement ouvertes au public.

Des tarifs spécifiques ont aussi été créés pour certaines catégories de résidents ou de professionnels.

### **III) Présentation et analyse du compte rendu financier :**

#### **1) Compte de résultat de TaM / DSP Stationnement :**

Pour l'année 2023, le résultat net s'affiche à 445,6 K€, en baisse de 220 K€ par rapport à 2022 et en hausse de 419.6 K€ par rapport au contrat.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 7 651 K€ soit une augmentation de 32 % par rapport à 2022, et une hausse de 9,3 % par rapport au contrat.

Les produits d'exploitation se composent principalement des recettes « *horaires* » pour 81,1 % soit 6 202 K€ (4 571 K€ en 2022 soit 78,8 %) ainsi que des recettes « *abonnés* » pour 18,8 % soit 1 441 K€ (1 218 K€ en 2022 soit 21 %). Le montant des autres produits est de 9 K€.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 7 233 K€ en augmentation de 40,4 % par rapport à 2022 (5 151 K€).

Elles se composent notamment pour 31,5 % des frais de personnels et frais de structure (2 282 K€ en hausse par rapport à 2022) ; pour 39 % des redevances 2023 (2 830 K€ versés à la Ville de Montpellier) ; pour 12,9 % des amortissements et provisions ; 5,8 % des frais d'entretien et réparations ; 3,6 % des frais de maintenance et d'hébergement de solutions informatiques ; 1% des achats et consommables.

La redevance d'exploitation partie fixe 2023 est de 3 860 K€ HT, soit 50,5 % du chiffre d'affaires 2023. Les frais de contrôle et de surveillance tels que définis au contrat à 8,70 € par FPS émis représentent 2 578 K€ HT (2 582 K€ en 2022). La redevance fixe, frais de gestion déduits, s'élève donc à 1 282 K€ HT.

Ces frais de gestion viennent ensuite en déduction du reversement des recettes FPS versées à la Métropole.

La part variable de la redevance d'exploitation 2023 est de 80 % du chiffre d'affaires avec un seuil de déclenchement de 5,9 M€ de recettes. Le montant de la redevance d'exploitation partie variable 2023 est de 1 394 K€ HT, soit 18,2 % du chiffre d'affaires.

A cela s'ajoute une redevance de surperformance à hauteur de 144 K€.

La redevance de contrôle 2023 s'élève à 10 K€ net de taxe.

Les redevances perçues par la Ville de Montpellier s'élèvent au total à 5,4 M€.

L'engagement contractuel sur la politique d'entretien et de renouvellement est porté à 1 380 K€ sur la durée du contrat (avenant n°5).

Le Déléataire a réalisé 531 K€ de dépenses, dont 210 K€ sur l'année 2023 pour des réparations suite à du vandalisme sur les horodateurs. La clause d'engagement financier prévoit un reversement pour solde à la Ville, des montants non dépensés.

Le programme prévisionnel d'investissements affiche 8,66 M€ sur la totalité du contrat ; dont près de 4,95 M€ pour l'acquisition et l'installation des horodateurs, constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation, à la Valeur Nette Comptable.

Les investissements à la fin de l'exercice 2023 s'élèvent à hauteur de 7,13 M€, dont 800 K€ sur 2023 (dont 50 horodateurs et 2 véhicules LAPI).

## **2) Bilan des Forfaits-Post-Stationnement :**

Les montants liés aux FPS versés par les usagers auprès de l'ANTAI, sont reversés par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole après déduction des frais de gestion, et affectés à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT.

La Ville de Montpellier a reçu 6 743 K€ de recettes provenant des FPS versés de l'ANTAI.

Les frais de gestion (frais de contrôle et surveillance de TaM, frais de traitement de l'ANTAI, frais de gestion Ville) ont représenté 2 989 K€.

Après déduction de ces frais de gestion, la Ville de Montpellier a reversé à Montpellier Méditerranée Métropole, la somme de 3 754 K€ conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT, et tel qu'approuvé par délibération n°M2024-391 du Conseil de Métropole du 8 octobre 2024.

## **IV) Conclusion et perspectives :**

Le stationnement sur voirie constitue un levier essentiel de la politique de mobilité et d'aménagement urbain.

Le terme du contrat de Délégation de Service Public est le 31 décembre 2024.

Par délibération du Conseil municipal du 11 décembre 2023, le choix du futur mode de gestion du stationnement payant sur voirie s'est porté sur une Délégation de Service Public d'une durée de 7 ans, confiée à la Société Publique Locale TaM à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, sans mise en concurrence selon les conditions de la quasi-régie définies à l'article L.3211-3 du Code de la commande publique.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte de l'examen du rapport du Déléataire de service public relatif au stationnement payant sur voirie au titre de l'exercice 2023 ;
- De prendre acte du rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) au titre de l'année 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 24 décembre  
2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 27 décembre 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- DSP Stationnement Rapport d'activité 2023
- Rapport 2023 Recours Administratifs Préalable Obligatoires

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20241217-286542-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 26/12/24  
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## TaM : opérateur et intégrateur de mobilités



## Table des matières

1	Préambule .....	5
2	Missions de TaM.....	5
2.1	le périmètre des missions .....	5
3	Les avenants 2023 .....	5
3.1	l'avenant 7 .....	5
3.2	l'avenant 8.....	5
3.3	L'avenant 9.....	6
4	Les évènements marquants de l'exercice .....	6
4.1	les évolutions en matière de zonage .....	6
4.1.1	La modification du zonage .....	6
4.1.2	La création de nouveaux secteurs règlementés .....	6
4.1.3	Création des zones « Rouges ».....	7
4.2	La mise en Service de deux véhicules LAPI supplémentaires.....	7
4.3	le transfert de TaM Voirie vers TaM 3m.....	8
4.4	La gestion du stationnement réglementé de la Ville de Pérols .....	8
5	les tarifs .....	8
6	Les effectifs affectés a la dsp .....	10
6.1	l'organigramme.....	10
6.2	les effectifs de contrôle, maintenance, collecte, rapo.....	10
6.3	L'évolution de l'effectif de controle .....	10
6.4	l'effectif de contrôle .....	11
6.5	l'absentéisme .....	11
6.6	l'évolution du nombre d'abonnés.....	12
6.7	l'évolution du nombre d'abonnés.....	13
6.8	les canaux de vente.....	14
6.8.1	Evolution des modes de paiements depuis 2019.....	14
6.8.2	Evolution des modes de paiements dématérialisés par catégorie d'usager .....	15
6.8.3	les canaux de vente des abonnements.....	15
6.8.4	les canaux de vente des horaires .....	16
6.9	l'évolution du M Ticket .....	16
6.9.1	la part du M Ticket dans les recettes horaires année 2023.....	16
6.9.2	L'évolution du M Ticket dans les recettes horaires dématérialisés .....	17
6.10	le détail des transactions horaires .....	18
7	L'évolution des produits 2023 .....	19
7.1	L'évolution des tendances sur l'exercice 2023 .....	19

7.1.1	l'évolution des recettes directes par rapport à 2022 .....	19
7.1.2	l'évolution des frais de gestion par rapport à 2022 .....	20
7.1.3	l'évolution des recettes directes + frais de gestion par rapport à 2022 .....	20
7.2	l'évolution des recettes directes sur les trois derniers exercices .....	21
7.2.1	l'évolution des recettes abonnés + horaires .....	21
7.2.2	l'évolution des recettes abonnés .....	22
7.2.3	l'évolution des recettes horaires .....	22
8	Les contrôles et les FPS .....	23
8.1	le nombre de véhicules contrôlés .....	23
8.2	Le nombre de contrôles par zone .....	23
8.2.1	la répartition globale des contrôles .....	23
8.2.2	La répartition des contrôles par mois .....	24
8.2.3	le contrôle des véhicules enregistrés en stationnement PMR .....	25
8.2.4	La typologie des véhicules contrôlés avec le système LAPI .....	27
8.2.5	l'émission des FPS n'est pas automatisée .....	29
8.2.6	l'espace public est occupé essentiellement par des abonnés .....	29
8.3	Les fps émis .....	31
8.3.1	Répartition par zone .....	31
8.3.2	En volume .....	32
8.3.3	En volume .....	33
8.3.4	Répartition par Place et par Secteur .....	33
8.3.5	Répartition par Place et par Zone tarifaire .....	34
8.4	le nombre de FPS donnant lieu à des frais de gestion .....	34
8.5	les recettes des FPS .....	34
8.5.1	La valorisation des FPS transmis à l'ANTAI en 2022 .....	34
8.5.2	les montants des recettes FPS .....	36
8.6	le montant des frais de gestion .....	37
8.6.1	les annulations des FPS par l'ANTAI .....	37
9	le traitement des RAPO .....	38
10	le traitement des dossiers ccsp .....	38
10.1	Les mémoires en défense .....	38
10.2	Les décisions rendues par la CCSP .....	39
10.3	Mise en place d'une nouvelle procédure de gestion des mémoires en défense ...	39
11	l'inventaire des places du périmètre payant .....	39
11.1	les places de stationnement .....	39
11.1.1	l'inventaire des places par secteur .....	39
11.1.2	l'inventaire des places par zone .....	40
11.2	les places de stationnement pour deux roues .....	40
12	la réalisation du marquage au sol .....	41
13	la maintenance .....	41

13.1	La maintenance curative.....	41
13.2	La maintenance preventive .....	44
13.2.1	les vérifications préventives .....	44
13.2.2	le nettoyage des horodateurs .....	45
14	Le vandalisme.....	46
14.1.1	l'état du parc d'horodateurs .....	47
15	L'inventaire des horodateurs .....	48
16	le résultat financier .....	49
16.1	le montant des redevances 2022.....	49
16.1.1	la redevance fixe .....	49
16.1.2	la redevance variable .....	49
16.1.3	la redevance de contrôle .....	49
16.1.4	la redevance économie de charges.....	49
16.1.5	le montant total versé à la ville .....	49
16.2	le montant des charges d'amortissement.....	50
16.3	Les précisions sur les écarts significatifs.....	50
16.3.1	les frais de personnel .....	50
16.3.2	les frais de structures.....	51
16.3.3	les réparations des horodateurs .....	51
16.3.4	la collecte et le comptage des fonds .....	51
16.3.5	les frais de transactions bancaires .....	52
17	le bilan financier .....	52
17.1	les investissements – le compte Ger .....	52
17.1.1	les investissements .....	52
17.1.2	le compte ger .....	55
17.2	le compte d'exploitation .....	55
17.3	les comptes annuels.....	55
17.4	le détail des recettes.....	55

## 1 PREAMBULE

---

En amorce de ce rapport d'activité, il convient de noter qu'aucun changement majeur n'a été relevé au cours de la période analysée.

## 2 MISSIONS DE TAM

---

### 2.1 LE PERIMETRE DES MISSIONS

---

Sous le pilotage de la Ville de Montpellier, TaM est chargée de la mise en œuvre opérationnelle de la réforme de décentralisation et de dépenalisation du stationnement,

TaM assure les principales missions suivantes :

- La réalisation d'investissements importants destinés à moderniser le stationnement sur voirie,
- Les opérations de maintenance et de collecte des horodateurs,
- La commercialisation des produits et des services au sein des Espaces Mobilité,
- Les missions de contrôle, des études et des audits,
- La gestion des recours administratifs préalables obligatoires (RAPO).

## 3 LES AVENANTS 2023

---

### 3.1 L'AVENANT 7

---

Bien que sa date de notification fût le 28 octobre 2022, le déploiement des actions prévues par l'avenant 7 se poursuit en 2023 notamment en ce qui concerne l'extension des zones tarifaires et la création de nouvelles zones rouges.

### 3.2 L'AVENANT 8

---

Par délibération du 4 avril 2023 l'avenant n°8 permet de valoriser les moyens techniques du contrôle du stationnement en réalisant une expérimentation sur le territoire de la Ville de Pérols jusqu'au 31 décembre 2024, date de fin de délégation de service public.

Les moyens affectés à l'expérimentation de la Ville de Pérols concernent un périmètre restreint de 40 places et représentent une utilisation marginale des moyens techniques et humains du contrat, soit 2h30 de passage d'un véhicule LAPI par jour.

En contrepartie, la Ville de Montpellier perçoit une indemnité de 56 259 € HT.

### 3.3 L'AVENANT 9

---

Depuis le 21 décembre 2023, les abonnements aux transports collectifs de la Métropole sont gratuits notamment pour les usagers domiciliés à Montpellier. De ce fait, des évolutions en matière de tarification du stationnement payant sur voirie ont été pris en compte pour les forfaits résidents associés aux abonnements payants des transports collectifs. En effet, avec la généralisation de la gratuité des transports collectifs, le maintien du tarif réduit de l'abonnement sur voirie n'est plus nécessaire car les usagers bénéficient d'une économie globale sur le coût financier de la mobilité combinée. Dans ce contexte, la formule d'abonnement « résident TC » n'est plus commercialisée.

Les forfaits spécifiques résidents sont maintenus (séniors sous condition de ressources, demandeurs d'emplois, demandeurs d'asile, mutilés de guerre). Il est proposé d'ajouter une catégorie pour les « personnes handicapées non titulaires d'une carte mobilité inclusion ou d'une carte européenne de stationnement sous condition de ressources ».

Le coût global de la mobilité pour ces catégories de résidents montpelliérains s'élève seulement à 3 €/mois ou 30 €/an.

La prise en compte de ces évolutions est établie un avenant n°9 au Contrat de Délégation de Service Public.

## 4 LES EVENEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE

---

### 4.1 LES EVOLUTIONS EN MATIERE DE ZONAGE

---

La mise en œuvre progressive de la gratuité des transports en commun et le retour d'expérience des précédentes évolutions en matière de zonage et de tarif confortent la nécessité de nouvelles évolutions.

#### 4.1.1 LA MODIFICATION DU ZONAGE

L'année 2023 a été marquée par une évolution du stationnement réglementé dans les secteurs suivants :

- Secteur dit « Boutonnet »
- Secteur dit « Celleneuve »
- Secteur dit « Estanove »
- Secteur dit « Figuerolles »
- Secteur dit « Gambetta »
- Secteur dit « Lemasson »
- Secteur dit « les Cévennes »
- Secteur dit « Pas du Loup »
- Secteur dit « Port Marianne »

#### 4.1.2 LA CREATION DE NOUVEAUX SECTEURS REGLEMENTES

L'année 2023 a également été marquée par une extension des zones réglementées avec la création des 3 nouveaux secteurs suivants :

- Secteur dit « Hôpitaux-Facultés »
- Secteur dit « Millénaire »
- Secteur dit « Ovalie-Grisettes »

#### 4.1.3 CREATION DES ZONES « ROUGES »

Depuis le 24 janvier 2022, la Ville et la Métropole de Montpellier, en concertation avec les commerçants du quartier Arceaux, ont déployé une première zone de stationnement gratuite de très courte durée (30 minutes maximum) dite « zone rouge ».

Ces zones de stationnement gratuites de 30 minutes, entre 8h et 20h ont plusieurs objectifs :

- Optimiser l'offre de stationnement au bénéfice des commerçants pour encourager l'activité économique et commerciale du quartier,
- Multiplier les rotations de véhicules pour mieux accueillir deux fois plus d'usagers,
- Faciliter les livraisons, la dépose rapide, le retrait des achats,
- Favoriser la disponibilité des places en luttant contre les véhicules qui occupent de façon abusive une place de stationnement (véhicules ventouses).

Après 6 mois d'expérimentation dans le quartier des Arceaux, la Ville de Montpellier a pris la décision d'instaurer plusieurs périmètres « Zone rouge » de très courte durée adaptées aux besoins des commerçants et à l'activité économique et commerciale des différents quartiers de la Ville. Au 31 décembre 2023, la Ville de Montpellier a instauré 7 Zones Rouges réparties comme suit :

- Duval-Jouve
- Place Salengro 2
- Avenue de l'Agriculture
- Halles Jacques Cœur
- Malbosc
- Lavandin
- Les Grisettes

De nouvelles zones seront déployées durant l'année 2024.

#### 4.2 LA MISE EN SERVICE DE DEUX VEHICULES LAPI SUPPLEMENTAIRES

---

Le contrôle du stationnement payant est effectué, depuis le 31 mars 2021, par un véhicule LAPI qui lit les plaques, vérifie l'existence d'un titre de stationnement valide et transmet le cas échéant les données en back-office où des agents assermentés analysent les éléments qui leur sont proposés et établissent si besoin un FPS en application des procédures identiques aux contrôles réalisés « in situ ».

Pour accompagner les extensions des zones payantes ainsi que les nouvelles zones de stationnement dites « Zone Rouges » ainsi que des nouvelles zones réglementées, le contrôle

du stationnement est renforcé par 2 véhicules supplémentaires en **juin 2023** (soit un total de 5 véhicules en service en 2023).

#### 4.3 LE TRANSFERT DE TAM VOIRIE VERS TAM 3M

---

Comme indiqué en préambule, pour sécuriser et accompagner la mise en place de la gratuité des Transports en commun pour l'ensemble des métropolitains ainsi que la mise en œuvre des mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 du tramway et de lignes de bus à haut niveau de service Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont décidé la transformation de la SAEML TaM en Société Publique locale (SPL).

Cette évolution du statut juridique a impliqué la reprise de l'ensemble des missions exercées par les filiales, dont TaM Voirie, au profit de la maison mère TaM 3M.

Dans le cadre de ce transfert d'activité, l'ensemble du personnel de cette filiale a été repris.

#### 4.4 LA GESTION DU STATIONNEMENT REGLEMENTE DE LA VILLE DE PEROLS

---

Depuis le 3 mai 2023 la Ville de Montpellier autorise TaM, au travers l'avenant n°8 à réaliser une expérimentation sur le territoire de la Ville de Pérols jusqu'au 31 décembre 2024, date de fin de délégation de service public.

## 5 LES TARIFS

---

La délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2021 et la délibération du 28 juillet 2022 ont défini le schéma directeur de la politique de stationnement de la collectivité et ont concrétisé les premières mesures d'extension du stationnement et les modifications de la tarification pour répondre à de nouveaux besoins.

La nouvelle tarification est établie en vue de favoriser :

- La fluidité de la circulation ;
- La rotation du stationnement des véhicules sur voirie ;
- L'utilisation de moyens de transport collectif ou respectueux de l'environnement, en prenant en compte un objectif d'équité sociale ;
- L'attractivité de certains secteurs commerciaux ;
- L'intervention des artisans, aide à domicile et professionnel de santé ;

Les tarifs du stationnement définis à l'annexe 20 du contrat sont modifiés à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022 pour les zones rouge, jaune, orange et verte comme suit :

Zone très courte durée "Rouge" 30 minutes gratuites et limitée à 35 minutes	Tarif
30 minutes gratuites	0,00 €
Tarif 31 ème minute	8,00 €
Tarif 32 ème minute	15,00 €
Tarif 33 ème minute	22,00 €
Tarif 34 ème minute	29,00 €
Tarif 35 ème minute	35,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	35,00 €

↳ Zone très courte durée « rouge » : FPS à 35€

Zone courte durée "Jaune" limitée à 5 heures	Tarif
Tarif normal 1h	2,30 €
Tarif normal 2h	4,60 €
Tarif normal 3h	10,20 €
Tarif normal 4h	17,00 €
Tarif normal 5h	40,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	40,00 €

↳ Zone courte durée « jaune » : FPS à 40€

Zone moyenne durée "Orange" limitée à 7 heures	Tarif
Tarif normal 1h	1,50 €
Tarif normal 2h	3,00 €
Tarif normal 3h	4,50 €
Tarif normal 4h	6,00 €
Tarif normal 5h	10,00 €
Tarif normal 6h	18,00 €
Tarif normal 7h	35,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	35,00 €

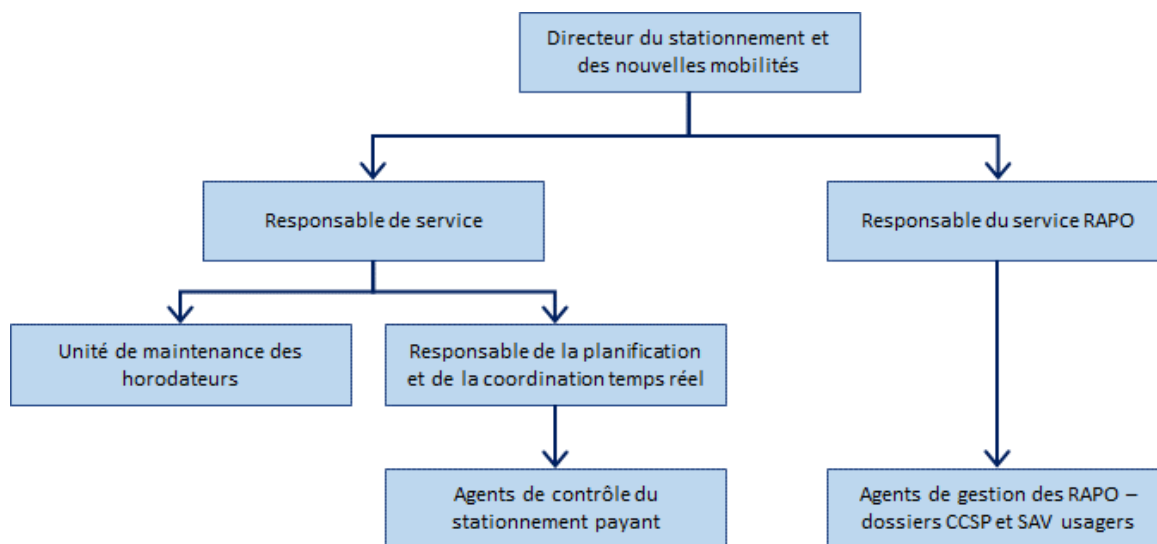
↳ Zone moyenne durée « orange » : FPS à 35€

Zone longue durée "Verte" limitée à 10 heures	Tarif
Tarif normal 1h	1,00 €
Tarif normal 2h	1,50 €
Tarif normal 3h	2,00 €
Tarif normal 4h	2,50 €
Tarif normal 5h	3,00 €
Tarif normal 6h	3,50 €
Tarif normal 7h	4,00 €
Tarif normal 8h	4,50 €
Tarif normal 9h	5,00 €
Tarif normal 10h	30,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	30,00 €

↳ Zone longue durée « verte » : augmentation du FPS à 30€

## 6 LES EFFECTIFS AFFECTES A LA DSP

### 6.1 L'ORGANIGRAMME



### 6.2 LES EFFECTIFS DE CONTROLE, MAINTENANCE, COLLECTE, RAPO

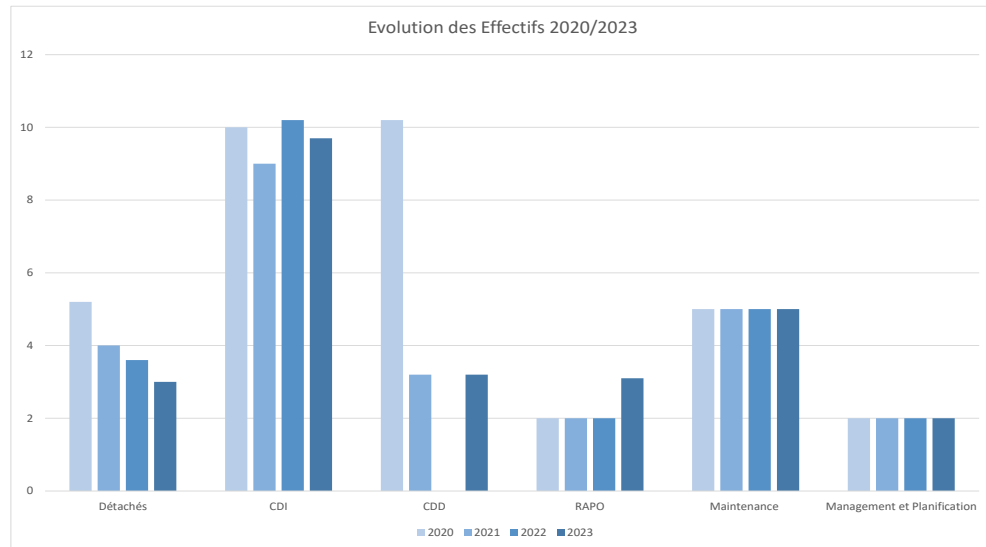
Au cours de l'exercice 2023, l'état des effectifs affectés à la DSP est le suivant.

Fonction	jan v	fév r	mar r	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	Mo y
Planification - coordination	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1,0
Contrôle - Agents détachés de la collectivité	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3,0
Contrôle - Agents non détachés en CDI	10,3	10,3	10,3	10,3	10,3	9,3	9,3	9,3	9,3	9,3	9,3	9,3	9,7
Contrôle - Agents non détachés en CDD	1	1	1	1	0	4	5	5	5	5	5	5	3,2
RAPO + CCSP	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4	3,1
Maintenance et collecte	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5,0
Management	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1,0
<b>Total</b>	<b>24,3</b>	<b>24,3</b>	<b>24,3</b>	<b>24,3</b>	<b>23,3</b>	<b>26,3</b>	<b>27,3</b>	<b>27,3</b>	<b>27,3</b>	<b>27,3</b>	<b>27,3</b>	<b>28,3</b>	<b>26,0</b>

### 6.3 L'EVOLUTION DE L'EFFECTIF DE CONTROLE

Avec la mise en service de deux véhicules LAPI supplémentaires au printemps 2023, l'effectif de contrôle a été ajusté, passant de 13 à 15,9, soit une augmentation de 22%.

Il reste néanmoins inférieur de 38% à l'effectif 2020, dernier exercice avant la mise en œuvre du premier LAPI.



## 6.4 L'EFFECTIF DE CONTROLE

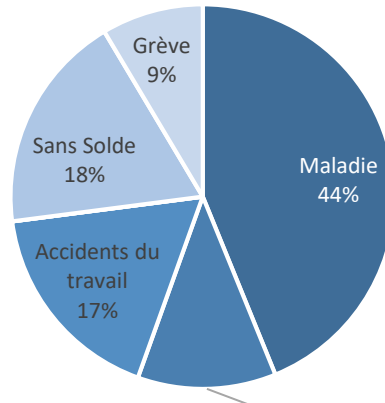
Sur un effectif théorique moyen de 15,9 agents de contrôle, le nombre d'agents en activité quotidiennement, du lundi au samedi s'élève à 10,3 agents / jour.

## 6.5 L'ABSENTEISME

Sur l'exercice 2023, l'absentéisme (hors congés annuels, RTT) s'élève à 292 jours soit environ 1,4 équivalent temps complet, en baisse de 36% par rapport à 2022.

Motif de l'arrêt de travail	Nombre de Jours			% Total 2023
	2022	2023	Variation	
Maladie	104	128	23%	44%
Maladie >30jours	0	34		12%
Accidents du travail	54	51	-6%	17%
Maternité	0	0		0%
Parental	273	0	-100%	0%
Sans Solde	26	54	108%	18%
Grève	0	25		9%
Total	457	292	-36%	100%

### Répartition des motifs d'absence 2023



## 6.6 L'EVOLUTION DU NOMBRE D'ABONNES

Par rapport à 2022, le nombre de contrats global d'abonnements actifs est en augmentation de 3%.

Les évolutions du nombre d'abonnement par catégorie sont les suivantes :

- + 39% de création de profil PMR,**  
 L'augmentation du nombre de profils PMR s'explique en grande partie par le travail de pédagogie réalisé par les agents chargés du traitement des RAPO.  
 Lorsqu'un usager PMR formule un RAPO suite à la réception d'un avis de paiement ou en cas de demande d'information, les agents incitent systématiquement l'usager (via mail ou téléphone) à s'enregistrer pour bénéficier d'un abonnement PMR.
- + 16% d'abonnements professionnels,**  
 L'augmentation du nombre d'abonnements professionnels s'explique en grande partie par le travail de pédagogie réalisé par les agents chargés du traitement des RAPO.  
 Lorsqu'un usager professionnel formule un RAPO suite à la réception d'un avis de paiement ou en cas de demande d'information, les agents incitent systématiquement l'usager (via mail ou téléphone) à souscrire un abonnement artisan, santé ou aide à domicile.
- 40% d'abonnements « résident TC ».**  
 La réduction du nombre s'explique par le déploiement des Pass gratuité pour les transports collectifs, seuls les abonnements TC payants permettant d'accéder au tarif « Résident TC ».
- 1 % d'abonnements résident standard.**

La catégorie est stable en 2023. La gratuité totale n'ayant été déployée qu'en décembre 2023, il est probable qu'un report de la catégorie « Résident TC » vers « Résident » aura lieu en 2024.

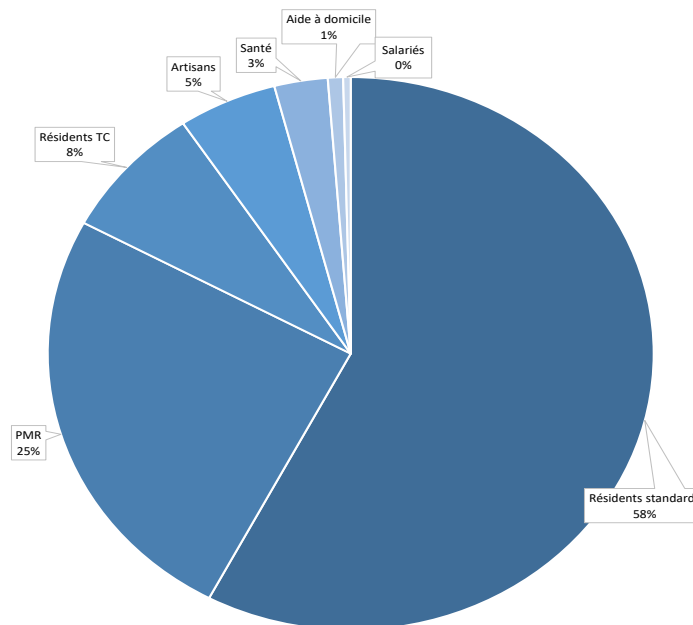
## 6.7 L'EVOLUTION DU NOMBRE D'ABONNES

Par rapport à 2022, le nombre de contrats global d'abonnements actifs est en augmentation de 3%. Les évolutions du nombre d'abonnement par catégorie sont les suivantes :

- + 39% de création de profil PMR,**  
 L'augmentation du nombre de profils PMR s'explique en grande partie par le travail de pédagogie réalisé par les agents chargés du traitement des RAPO.  
 Lorsqu'un usager PMR formule un RAPO suite à la réception d'un avis de paiement ou en cas de demande d'information, les agents incitent systématiquement l'utilisateur (via mail ou téléphone) à s'enregistrer pour bénéficier d'un abonnement PMR.
- + 16% d'abonnements professionnels,**  
 L'augmentation du nombre d'abonnements professionnels s'explique en grande partie par le travail de pédagogie réalisé par les agents chargés du traitement des RAPO.  
 Lorsqu'un usager professionnel formule un RAPO suite à la réception d'un avis de paiement ou en cas de demande d'information, les agents incitent systématiquement l'utilisateur (via mail ou téléphone) à souscrire un abonnement artisan, santé ou aide à domicile.
- 40% d'abonnements « résident TC ».**  
 La réduction du nombre s'explique par le déploiement des Pass gratuité pour les transports collectifs, seuls les abonnements TC payants permettant d'accéder au tarif « Résident TC ».
- 1 % d'abonnements résident standard.**  
 La catégorie est stable en 2023. La gratuité totale n'ayant été déployée qu'en décembre 2023, il est probable qu'un report de la catégorie « Résident TC » vers « Résident » aura lieu en 2024.

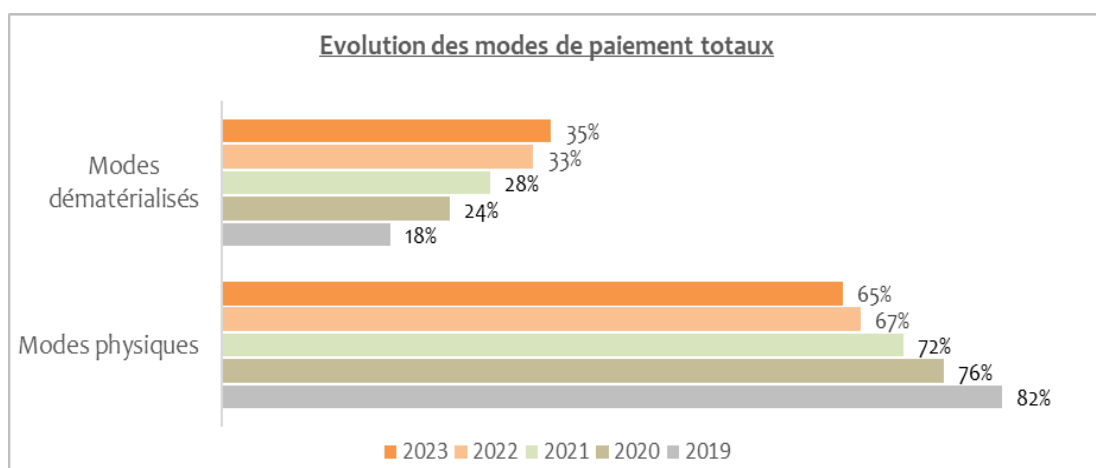
Catégories	2022	2023	Variation
Résidents standards	10 480	10 397	-1%
Résidents TC	2 341	1 409	-40%
Aide à domicile	120	146	22%
Artisans	805	950	18%
Santé	458	513	12%
PMR	3 255	4 519	39%
Professionnel	36	72	100%
<b>Total profils ouverts</b>	<b>17 495</b>	<b>18 006</b>	<b>3%</b>

## Répartition des abonnements par catégorie



## 6.8 LES CANAUX DE VENTE

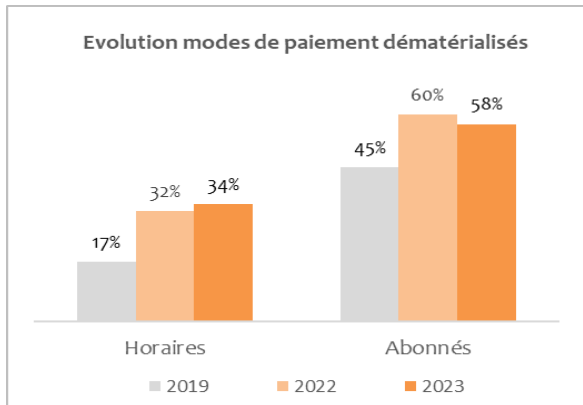
### 6.8.1 EVOLUTION DES MODES DE PAIEMENTS DEPUIS 2019



La préférence pour les modes dématérialisés (Web, M'Ticket, PaybyPhone, FB Mobile) se confirme, avec toutefois un ralentissement dans cette évolution.

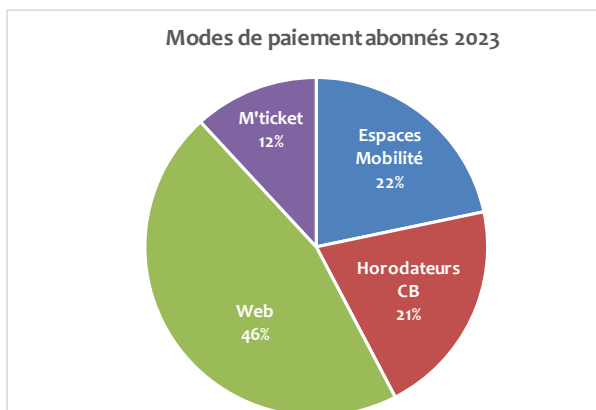
A noter d'une part, mi 2023, la fin du contrat Pay-By-Phone qui, depuis la mise en place de « M'Ticket TaM » le 16 septembre 2019 n'a cessé de décroître ; d'autre part des attentes par rapport à l'application mobile de Flow Bird, proposée en 2022, qui n'ont été au rendez-vous.

### 6.8.2 EVOLUTION DES MODES DE PAIEMENTS DEMATERIALISES PAR CATEGORIE D'USAGER

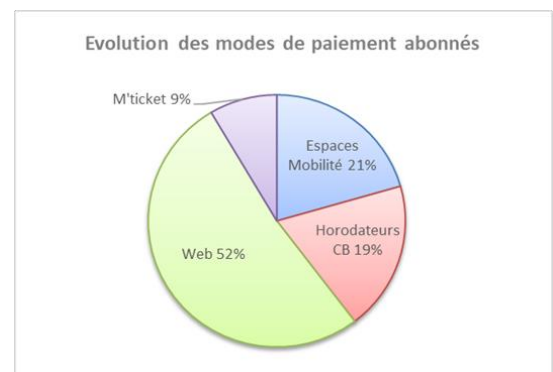


Si son utilisation est toujours en progression (+2 points // N-1) chez les usagers 'horaires', le mode de paiement dématérialisé affiche en 2023 un recul chez les 'abonnés' (-2.7 points).

### 6.8.3 LES CANAUX DE VENTE DES ABONNEMENTS

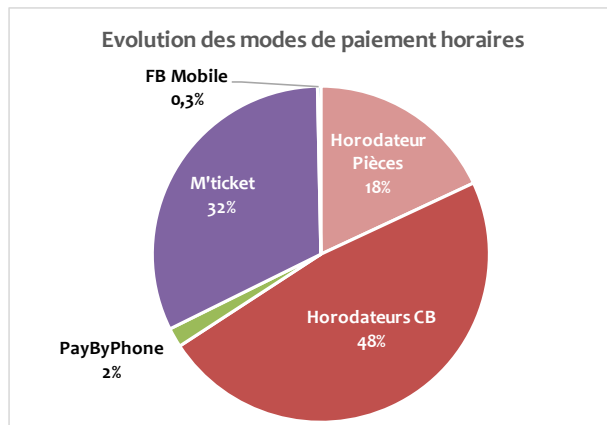


Rappel 2022

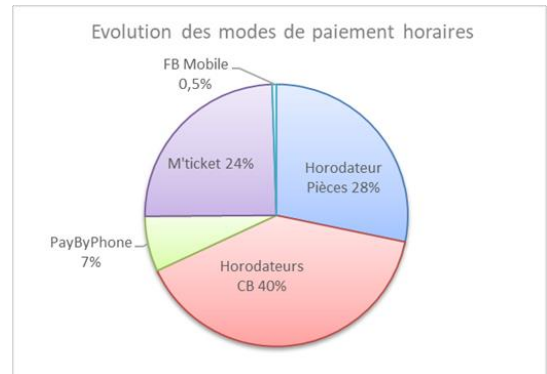


Les canaux de vente 'abonnés' dématérialisés (M'Ticket + Web), en progression de 2019 à 2021, perdent 2.7 points entre 2022 et 2023 avec une progression de +3.3 points pour M'Ticket et un recul de 6 points pour le Web.

#### 6.8.4 LES CANAUX DE VENTE DES HORAIRES



#### Rappel 2022



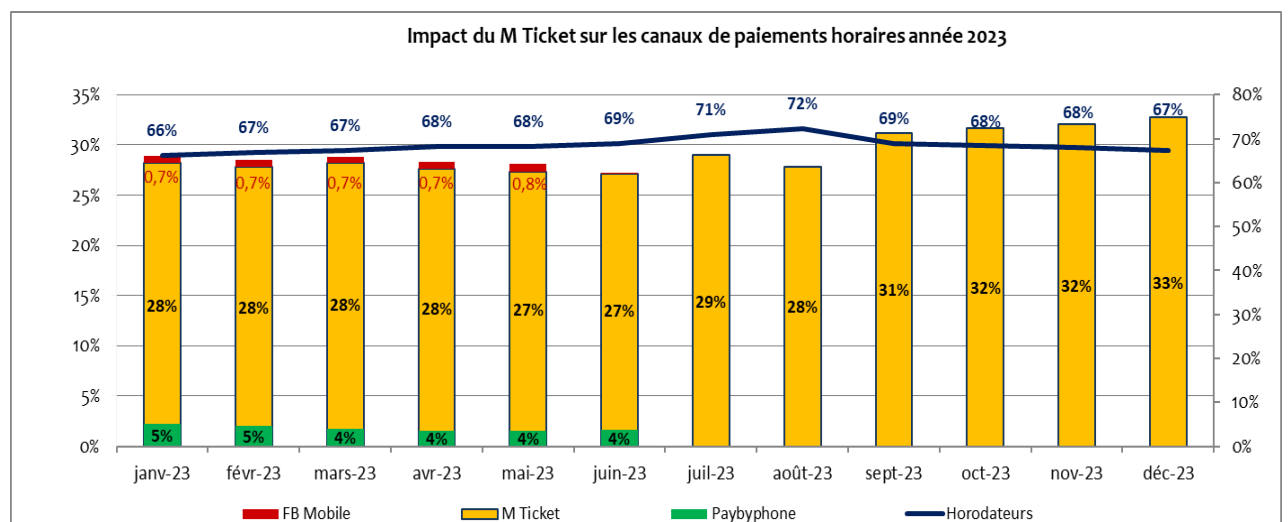
Contrairement aux 'abonnés', les canaux de vente 'horaires' dématérialisés, sont en 2023, en hausse de 2 points par rapport à 2022, avec une progression de 7.1 points pour M'Ticket, l'arrêt mi 2023 de Pay By Phone et de l'application FB Mobile qui n'a pas eu le succès attendu.

### 6.9 L'EVOLUTION DU M TICKET

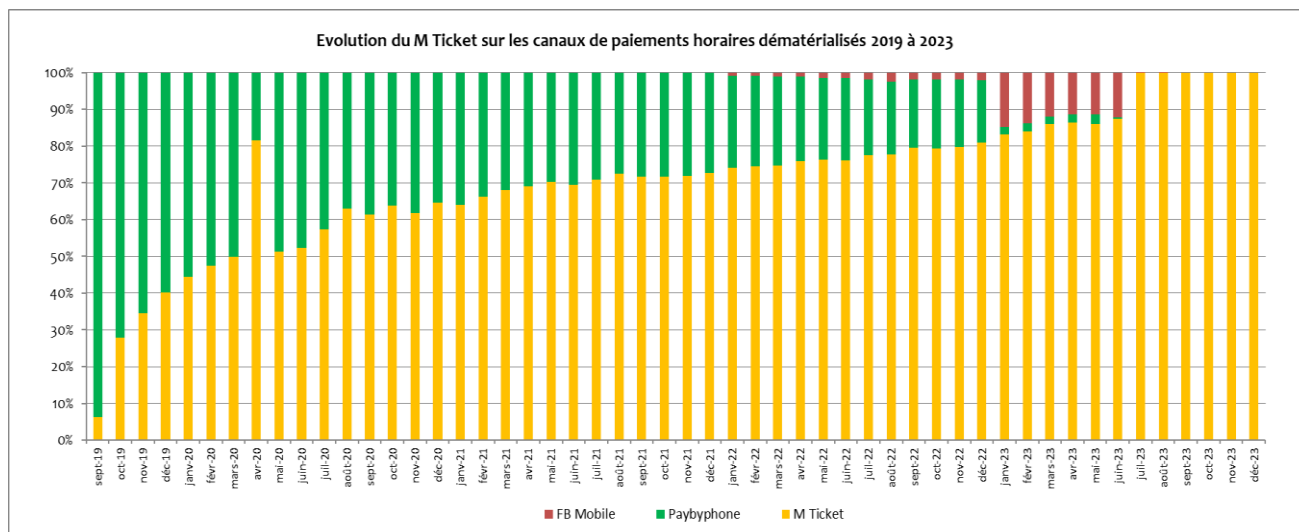
Depuis juillet 2023, M'Ticket reste le seul canal dématérialisé :

- Fin du contrat Pay by phone
- Application FB non utilisée
- —

#### 6.9.1 LA PART DU M TICKET DANS LES RECETTES HORAIRES ANNEE 2023

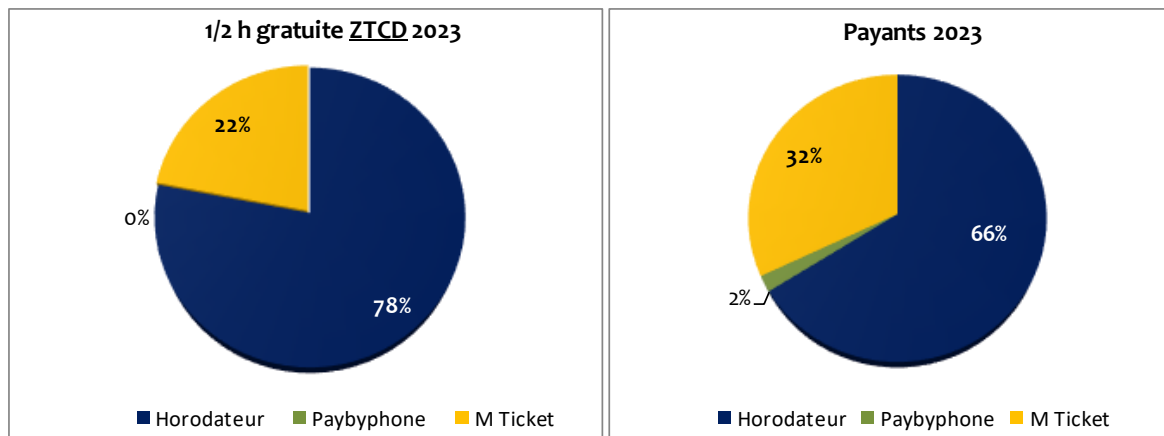


## 6.9.2 L'EVOLUTION DU M TICKET DANS LES RECETTES HORAIRES DEMATERIALISEES



## 6.10 LE DETAIL DES TRANSACTIONS HORAIRES

Moyenne journalière	1/2 gratuite (ZTCD)	Payante	Total
Horodateur	309	5 945	6 253
Paybyphone	0	168	168
M Ticket	87	2 878	2 966
<b>Total des transactions</b>	<b>395</b>	<b>8 992</b>	<b>9 387</b>
<b>Ratio</b>	<b>4%</b>	<b>96%</b>	<b>100%</b>



Depuis novembre 2022, la gratuité de 30 mn ne concerne plus que les Zones Très Courte Durée, le comparatif avec N-1 n'est donc pas significatif d'autant que, en 2022, plus de la moitié des transactions provenait de Pay By Phone.

En 2023, les horodateurs génèrent 78% de la gratuité en ZTCD et M'Ticket 22%

Pour les 'payants' :

- Pay-By-Phone perd 5 points en raison (6 mois d'utilisation contre 12 en 2022)
- La part des horodateurs diminue légèrement : -2 points
- La part des transactions payantes effectuées par M'Ticket passe de 25% à 32%

## 7 L'EVOLUTION DES PRODUITS 2023

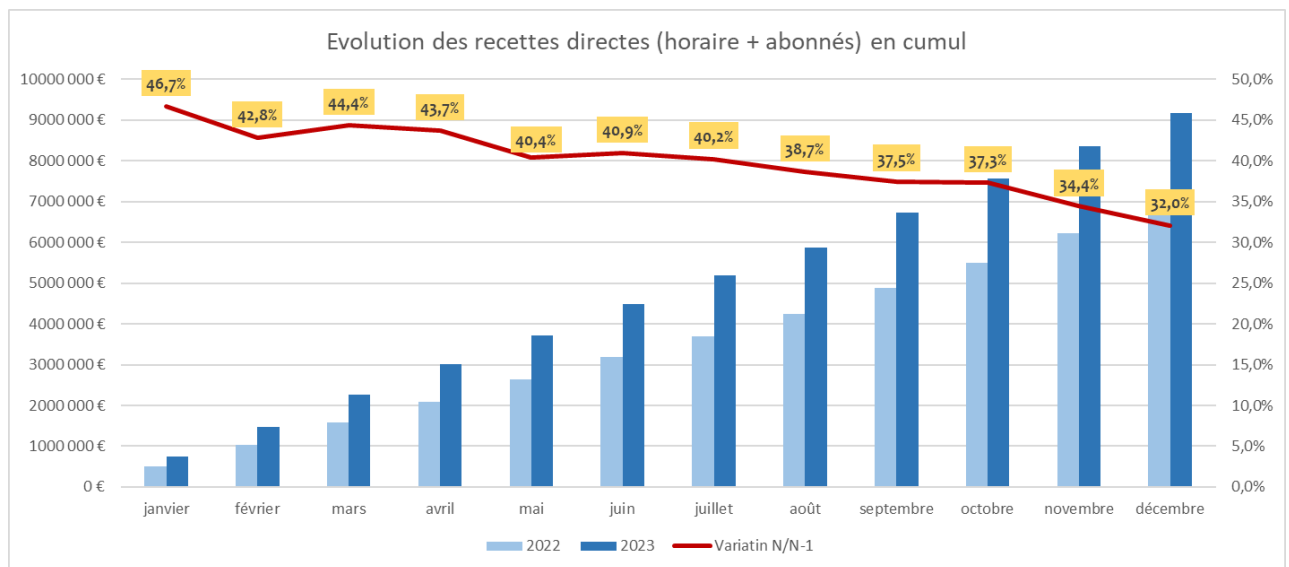
### 7.1 L'EVOLUTION DES TENDANCES SUR L'EXERCICE 2023

#### 7.1.1 L'EVOLUTION DES RECETTES DIRECTES PAR RAPPORT A 2022

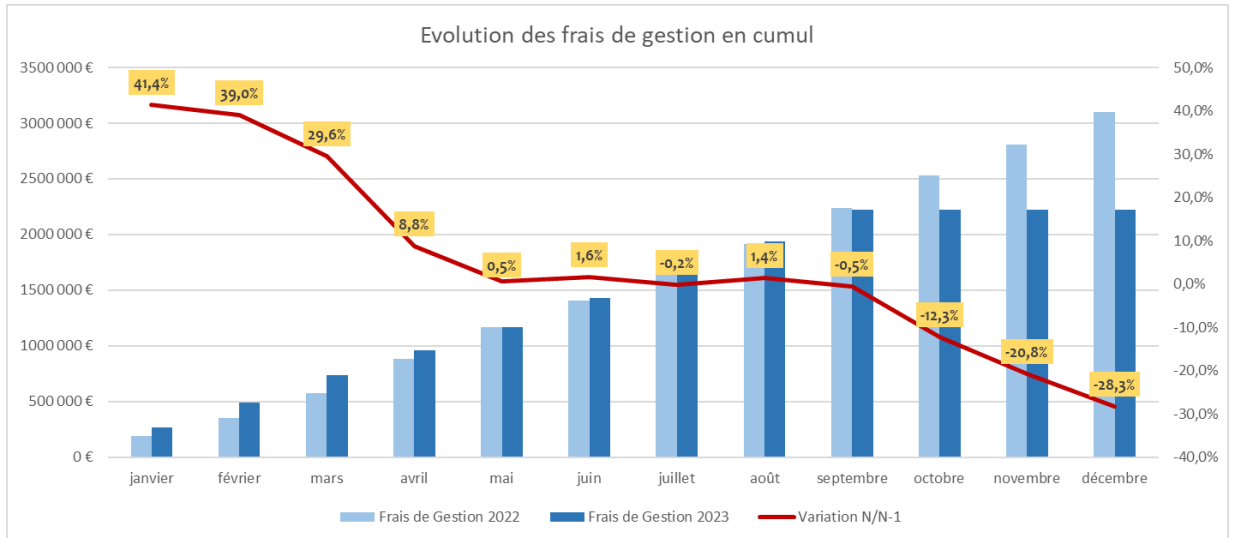
Les recettes directes cumulées 2023 (horaires + abonnés) sont supérieures à celles de 2022 tout au long de l'année avec cependant un léger fléchissement en 3 phases : de janvier à avril : moyenne de +44% ; de mai à juillet : +41% / d'août à décembre : +36%

Le maximum (+46.7%) correspond à fin janvier, le minimum à fin décembre (+32%).

Les effets de l'extension du stationnement payant, de la modification du zonage (dont la création des Zones Très Courte Durée) et des nouveaux forfaits (dont le forfait mensuel pour les salariés) ont un impact en année pleine en 2023.

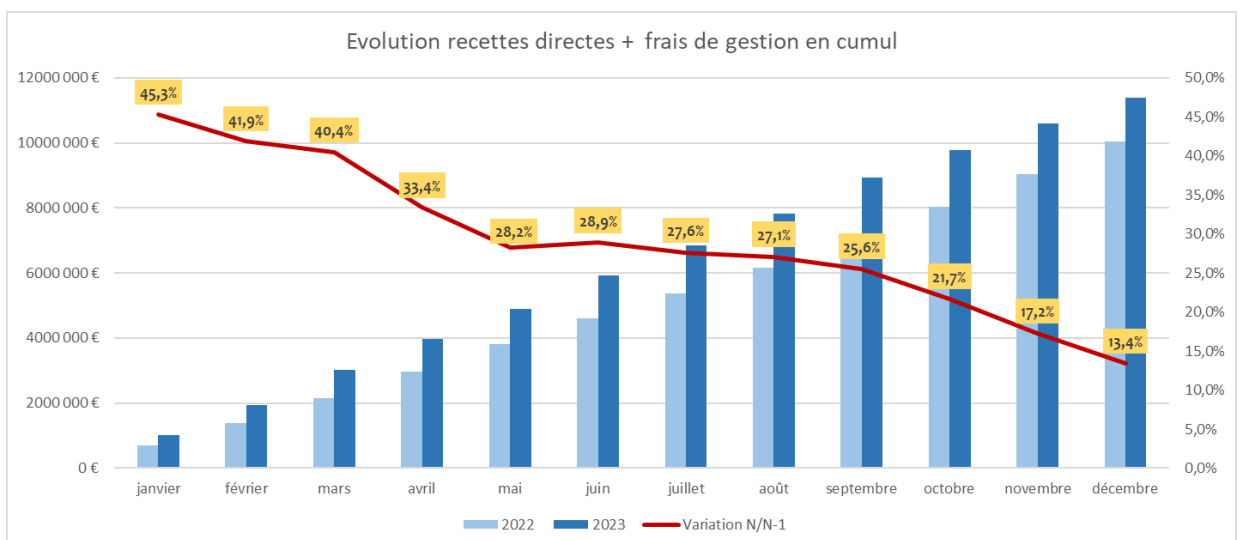


### 7.1.2 L'ÉVOLUTION DES FRAIS DE GESTION PAR RAPPORT A 2022



Comme pour les recettes, l'évolution de la variation cumulée des frais de gestion 2023 par rapport à 2022 affiche un fléchissement mais beaucoup plus important avec un maximum en janvier (+41.4), un minimum en décembre (-28.3%), une moyenne de +20% au 1<sup>er</sup> semestre et de -10% au second.

### 7.1.3 L'ÉVOLUTION DES RECETTES DIRECTES + FRAIS DE GESTION PAR RAPPORT A 2022



## 7.2 L'EVOLUTION DES RECETTES DIRECTES SUR LES TROIS DERNIERS EXERCICES

### 7.2.1 L'EVOLUTION DES RECETTES ABONNES + HORAIRES

Recettes TTC	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Variations 2022/2023	
Abonnés	1 010 065 €	1 201 722 €	1 103 858 €	1 340 351 €	1 461 981 €	1 728 863 €	266 882 €	18%
Horaires	4 129 157 €	4 666 173 €	3 858 831 €	4 775 138 €	5 484 858 €	7 442 104 €	1 957 247 €	36%
<b>Total</b>	<b>5 139 222 €</b>	<b>5 867 895 €</b>	<b>4 962 689 €</b>	<b>6 115 489 €</b>	<b>6 946 839 €</b>	<b>9 170 967 €</b>	<b>2 224 129 €</b>	<b>32%</b>

Le renforcement du contrôle résultant de la mise en service des véhicules LAPI ont largement contribué à l'amélioration des « recettes directes » dès 2021.

Cette augmentation qui s'est confirmée en 2022 (+14%) s'accroît en 2023 (+32%) avec la poursuite du renforcement du contrôle et de nouvelles mesures :

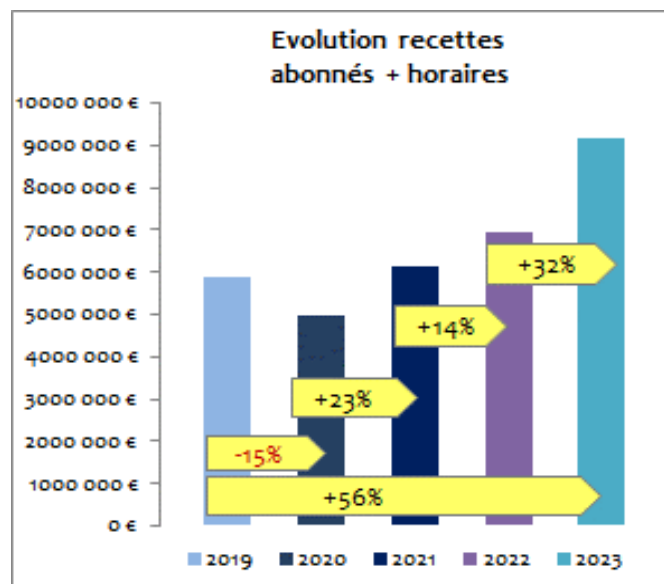
- La mise en service de 2 nouveaux véhicules LAPI qui a permis une hausse de 36% du nombre de contrôles effectués.

Si cette augmentation des contrôles n'a pas eu d'impact sur le nombre de FPS émis (-0.1%), comme en 2022, elle est à l'origine pour une grande partie de l'augmentation des recettes, notamment 'horaires'.

- Déplacement de ZTCD existantes et création de nouvelles ;
- Extension du stationnement payant à de nouveaux quartiers portant le nombre de places payantes à 17 499 (+15%)

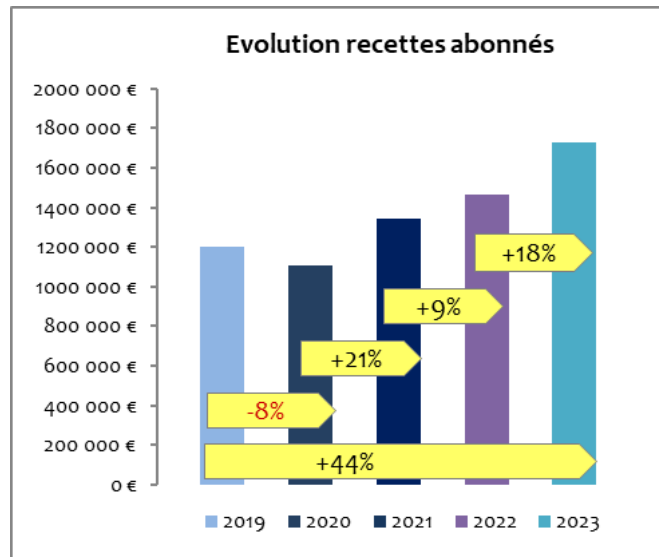
Sur l'exercice 2023, les recettes abonnées + horaires sont supérieures de :

- +32% par rapport à 2022 ; (rappels 22/21 : +14% et 21/20 : +23%)
- +56% par rapport à 2019 (année de référence) ; (rappel 22/19 : +18%)
- +78% par rapport à 2018 (début de la DSP) ; (rappel 22/18 : +35%)



### 7.2.2 L'EVOLUTION DES RECETTES ABONNES

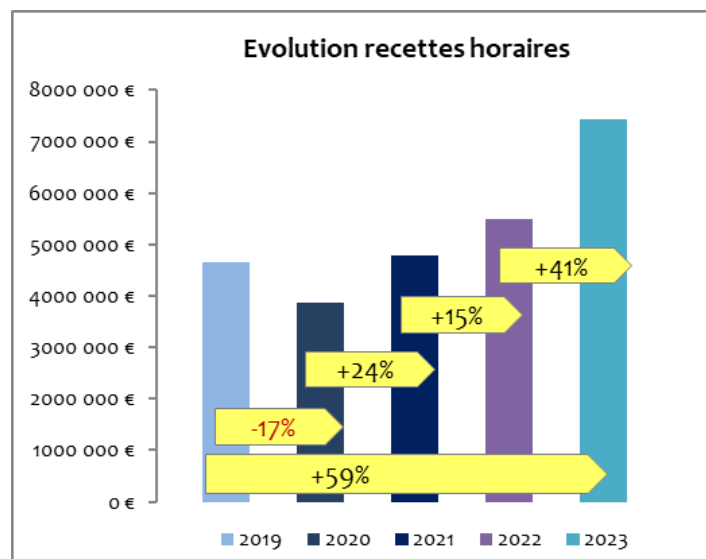
Sur l'exercice 2023, les recettes des abonnés sont supérieures de +18% par rapport à 2022 ; +44% par rapport à 2019 (année de référence) et +71% par rapport à 2018 (début de la DSP).



### 7.2.3 L'EVOLUTION DES RECETTES HORAIRES

Sur l'exercice 2023, les recettes horaires :

- Sont supérieures de +36% par rapport à 2022 ; (*rappel 22/21 : +15%*)
- +59% par rapport à 2019 (année de référence) ; (*rappel 22/19 : +18%*)
- +80% par rapport à 2018 (début de la DSP) ; (*rappel 22/18 : +33%*)



## 8 LES CONTROLES ET LES FPS

### 8.1 LE NOMBRE DE VEHICULES CONTROLES

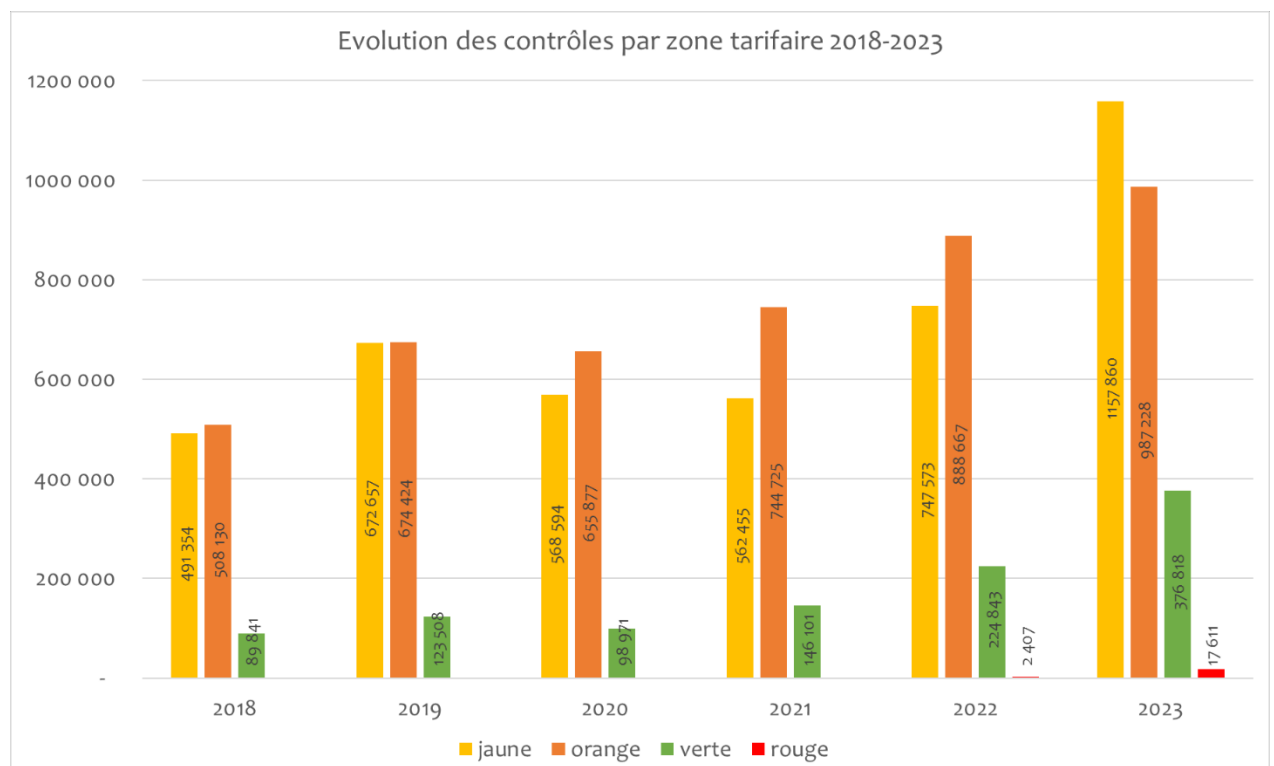
La mise en service de deux véhicules LAPI supplémentaires au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 a permis d'augmenter significativement le nombre de véhicules contrôlés et la couverture des places payantes.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Véhicules contrôlés</b>	1 084 826	1 450 132	1 211 696	1 453 281	1 863 490	2 539 517
<b>Variation N-1/N</b>		+34%	-16%	+20%	+28%	+36%

### 8.2 LE NOMBRE DE CONTROLES PAR ZONE

#### 8.2.1 LA REPARTITION GLOBALE DES CONTROLES

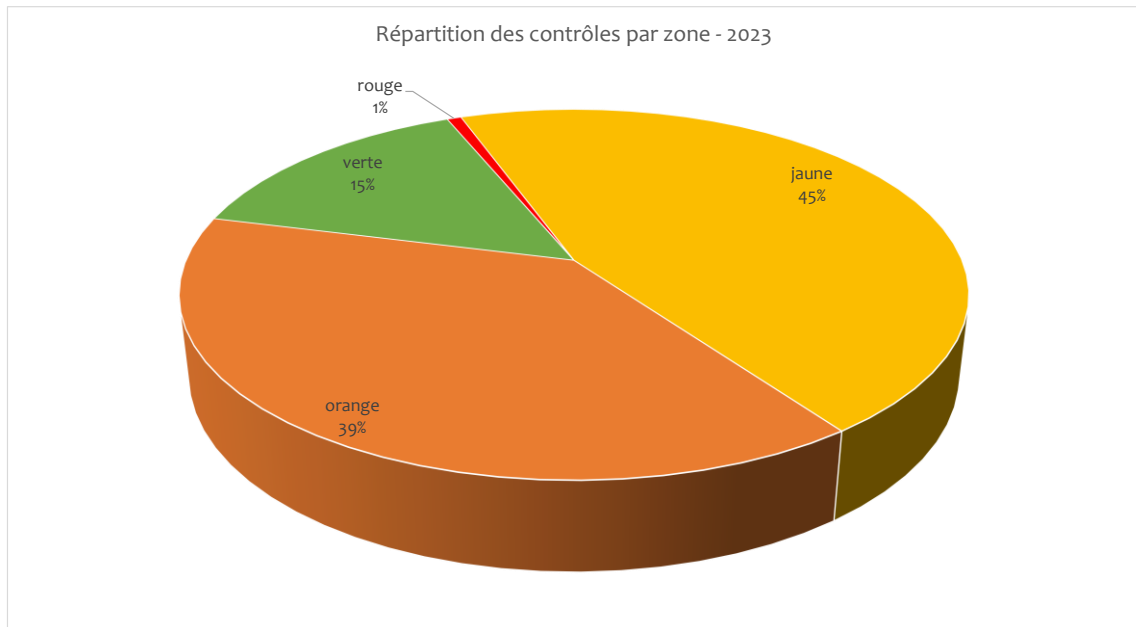
Les contrôles sont concentrés dans la zone courte durée et moyenne durée : 84% des contrôles.



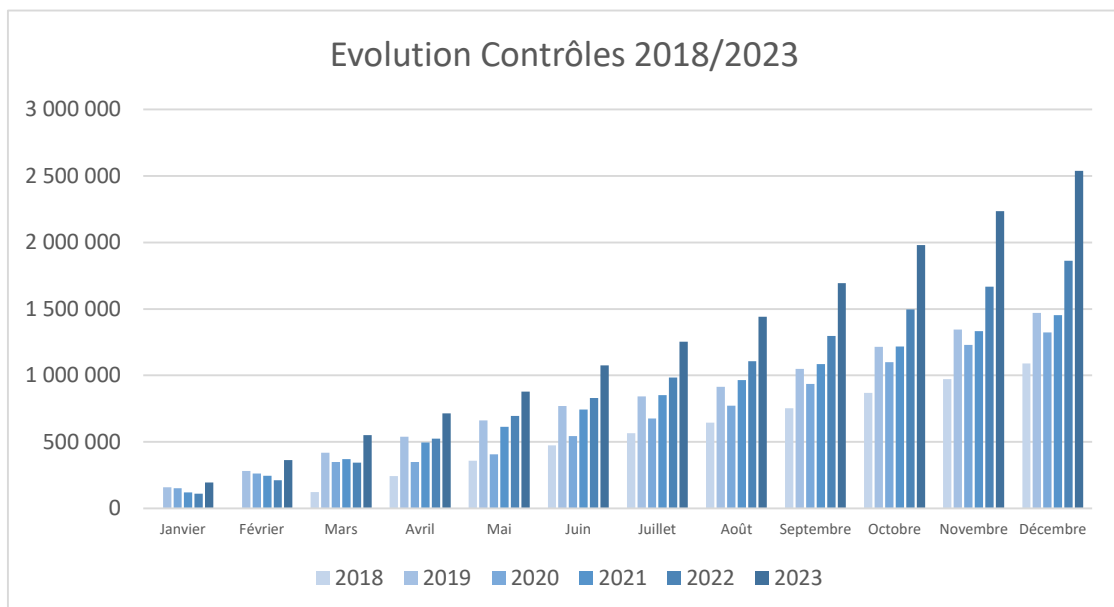
Néanmoins la couverture de la zone longue durée a été significativement améliorée : de 224 843 contrôles en 2022, on est passé à 376 818 en 2023 (+32%).

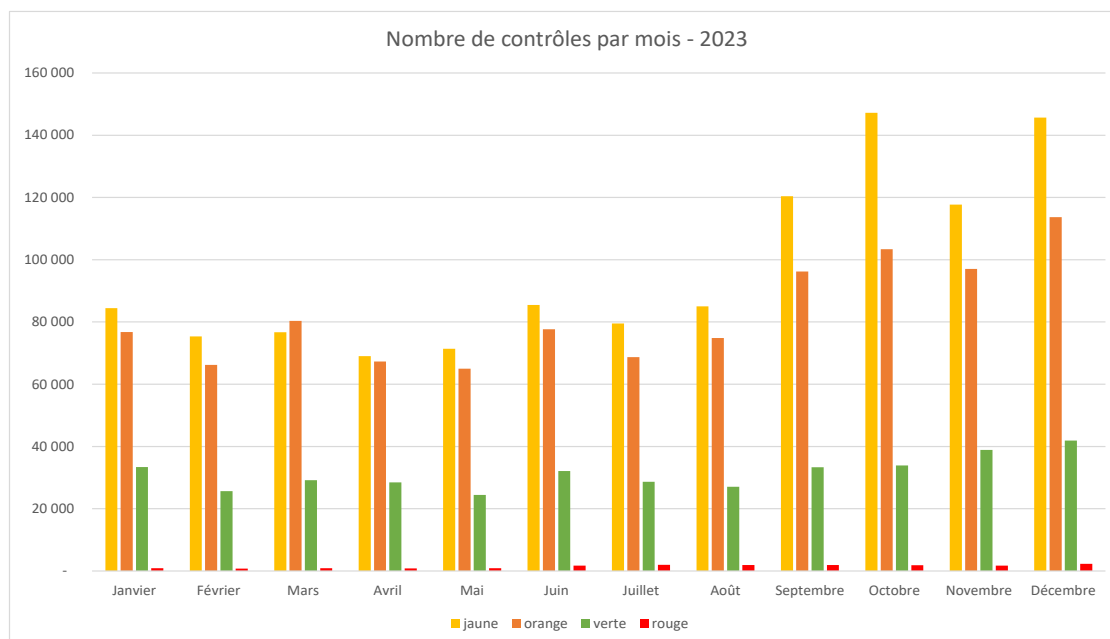
Les autres zones ont également été contrôlées davantage avec les 5 LAPI :

- Zone jaune : 1 157 860 contrôles contre 747 573 en 2022 (+55%)
- Zone orange : 987 228 contrôles contre 888 667 en 2022 (+11%)



### 8.2.2 LA REPARTITION DES CONTROLES PAR MOIS





Contrôles	2023				
	jaune	orange	verte	rouge	TOTAL
Janvier	84 426	76 796	33 371	858	195 451
Février	75 365	66 221	25 617	773	167 976
Mars	76 672	80 344	29 146	867	187 029
Avril	69 002	67 308	28 435	801	165 546
Mai	71 411	64 964	24 414	856	161 645
Juin	85 480	77 651	32 124	1 742	196 997
Juillet	79 519	68 700	28 629	2 001	178 849
Août	84 991	74 868	27 050	1 929	188 838
Septembre	120 416	96 228	33 350	1 905	251 899
Octobre	147 192	103 399	33 918	1 823	286 332
Novembre	117 682	97 045	38 884	1 737	255 348
Décembre	145 704	113 704	41 880	2 319	303 607
TOTAL	1 157 860	987 228	376 818	17 611	2 539 517

### 8.2.3 LE CONTROLE DES VEHICULES ENREGISTRES EN STATIONNEMENT PMR

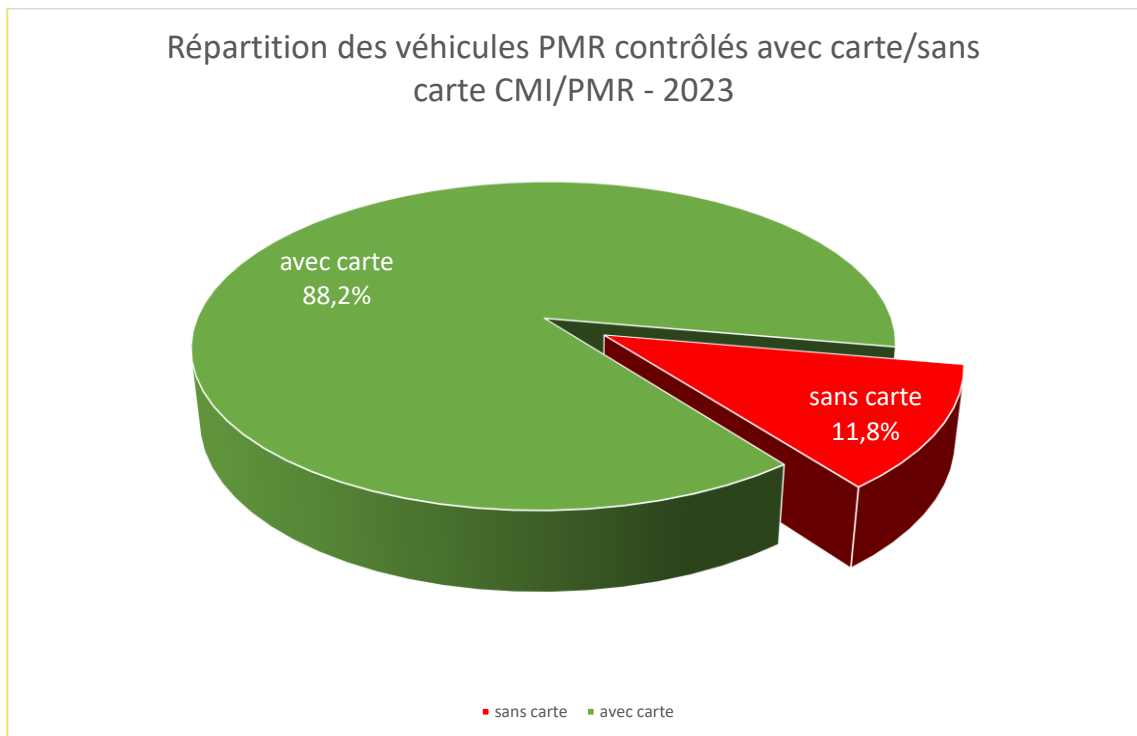
Lorsque le véhicule LAPI identifie un véhicule associé à un « ticket gratuit PMR », le système de contrôle envoie en mission un agent chargé de vérifier que l'utilisateur déclaré PMR a bien apposé en vue le titre lui donnant droit au « ticket gratuit PMR ». Dans le cas contraire, l'agent établit un FPS, comme pour tout usager contrôlé en défaut ou insuffisance de paiement.

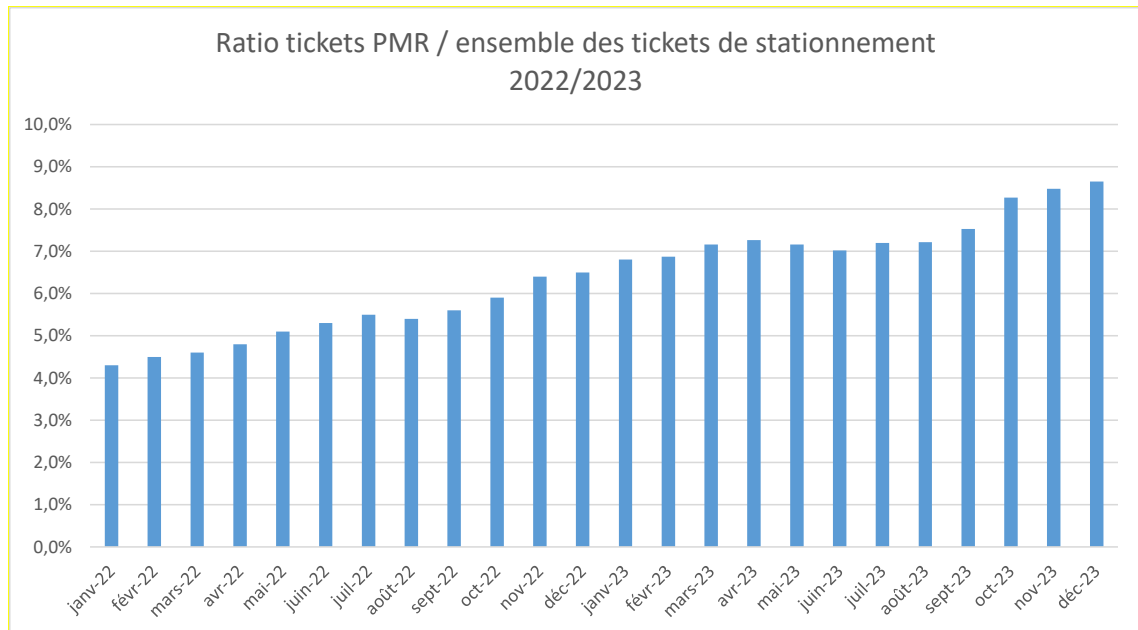
Pour l'année 2023, le bilan du contrôle des usagers PMR est le suivant :

- 49,2% des véhicules ayant pris un ticket PMR 24h ont fait l'objet d'un contrôle ;
- 11,8% des véhicules contrôlés ont reçu un FPS pour défaut de carte CMI stationnement originale visiblement apposée sur le véhicule.

Ce sont donc au total **5.8%** des usagers ayant été détectés par le LAPI comme ayant pris un ticket PMR 24heures qui ont reçu un FPS en 2023 ; en cas de bonne foi, 100% des RAPO présentés sont acceptés.

Le nombre de tickets PMR 24h, en proportion du total des tickets pris, a également nettement progressé à la rentrée 2023, après une relative stagnation en début d'année, sans que le ratio nombre de FPS émis / nombre de véhicules contrôlés ne soit sensiblement modifié ; il est au contraire marginalement inférieur à celui de l'année 2022 (11,8% contre 13,1% en 2022).





En accord avec la Ville, la procédure de traitement des RAPO des usagers titulaires de carte CMI peut être simplifiée pour limiter les démarches et faciliter le traitement des recours.

#### 8.2.4 LA TYPOLOGIE DES VEHICULES CONTROLES AVEC LE SYSTEME LAPI

Le module de data-intelligence du système LAPI préfigure l'observatoire du stationnement.

Les données disponibles depuis la mise en service du système LAPI permet de disposer des statistiques concernant la typologie du véhicule contrôlé.

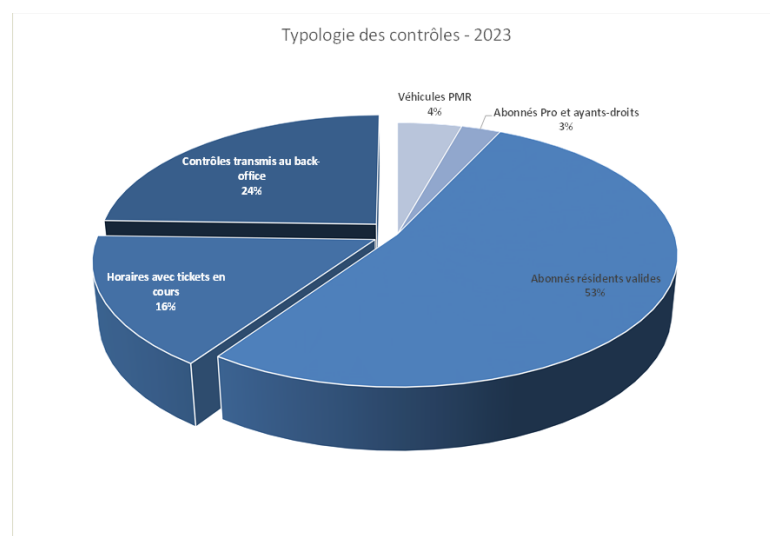
On obtient les données suivantes pour l'année 2023 :

Année 2023	Véhicules PMR	Abonnés Pro et ayants-droits	Abonnés résidents valides	Horaires avec tickets en cours	Contrôles transmis au back-office	Total véhicules contrôlés
Janvier	7 829	4 890	104 521	29 534	48 677	195 451
Février	6 624	4 181	88 694	27 115	41 362	167 976
Mars	7 426	4 577	95 444	30 336	49 246	187 029
Avril	6 747	4 054	84 644	28 125	41 976	165 546
Mai	6 508	4 184	84 238	25 219	41 496	161 645
Juin	7 697	5 463	100 393	32 488	50 956	196 997
Juillet	7 257	4 887	91 626	28 698	46 381	178 849
Août	8 206	4 724	97 144	30 094	48 670	188 838
Septembre	11 195	6 693	133 871	40 928	59 212	251 899
Octobre	12 607	7 831	155 479	44 864	65 551	286 332
Novembre	12 248	7 471	135 481	39 888	60 260	255 348
Décembre	15 157	8 076	164 211	46 983	69 180	303 607
<b>Total général</b>	<b>109 501</b>	<b>67 031</b>	<b>1 335 746</b>	<b>404 272</b>	<b>622 967</b>	<b>2 539 517</b>
<b>% du total</b>	<b>4.3%</b>	<b>2.6%</b>	<b>52.6%</b>	<b>15.9%</b>	<b>24.5%</b>	<b>100,0%</b>

76% des contrôles concernent des usagers en règle : Résidents, Pros, Ayant-droits ou usagers horaires avec un ticket en cours.

Seuls 24% des contrôles sont transmis en back office, contre 28% en 2022.

On note que, sur les usagers horaires (40% du total), 40% ont réglé spontanément leur ticket, contre 28% en 2021 et 35% en 2022.



### 8.2.5 L'ÉMISSION DES FPS N'EST PAS AUTOMATISÉE

En pratique, de 24.5% des contrôles générés par le système LAPI sont transmis au poste de contrôle (back-office) pour être analysés par les agents (contre 36.5% en 2021 et 28% en 2022).

L'émission des FPS n'est pas automatisée, chaque contrôle est analysé par un agent assermenté qui étudie les données associées :

- La bonne reconnaissance de la plaque d'immatriculation,
- Les images contextuelles,
- La vérification d'un droit de stationnement valide,
- La présence d'un usager à bord du véhicule (les visages des usagers sont floutés par le système),
- La nature du véhicule (service d'urgence, police, ambulance, etc.).

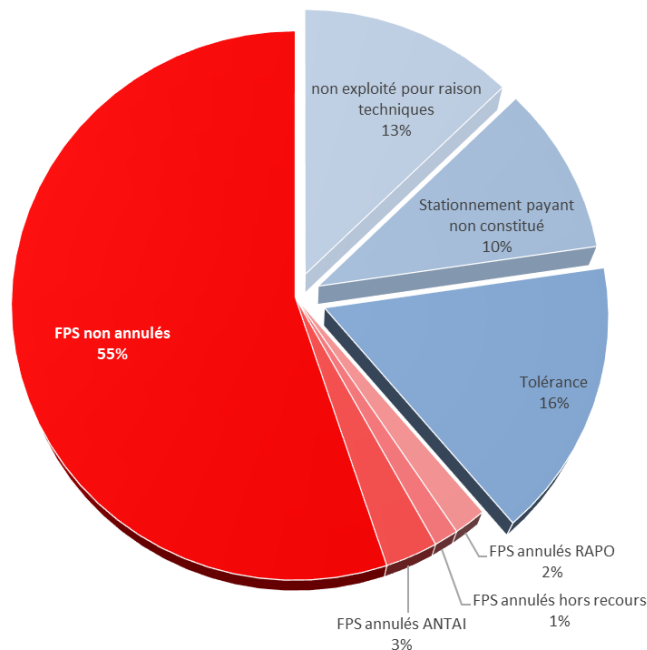
**Le principe appliqué par les agents est le suivant : le doute profite à l'usager.**

Un délai de carence est accordé pour tenir compte des usagers en train de valider un paiement lors du passage du véhicule LAPI (à l'horodateur ou par smartphone).

Un délai de latence est accordé, en fonction du ticket expiré, en cas de dépassement de la durée de stationnement.

**En 2023, 61% des contrôles analysés par les agents ont donné lieu à l'émission d'un FPS**

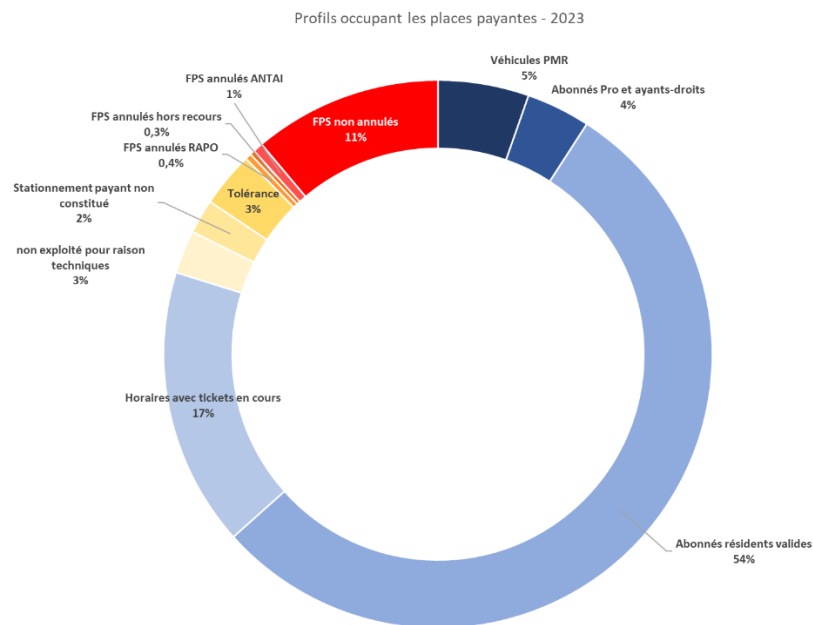
Traitement des contrôles en Back-Office - 2023



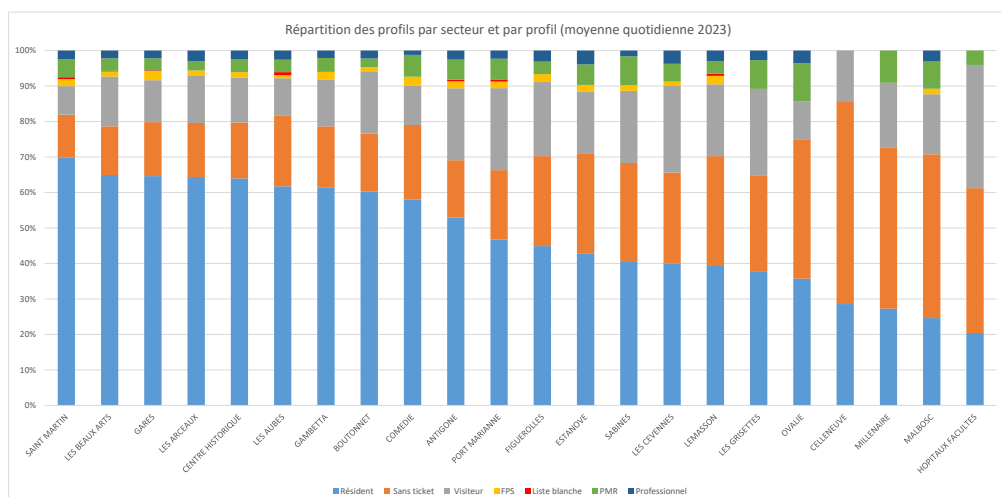
### 8.2.6 L'ESPACE PUBLIC EST OCCUPÉ ESSENTIELLEMENT PAR DES ABONNÉS

Les données enregistrées par le système LAPI permettent d'établir que 63,4% des véhicules contrôlés dans le périmètre de la zone payante correspondent à des abonnés et des PMR :

- ❖ 54,3 % des véhicules contrôlés correspondent à des abonnés résidents ;
- ❖ 5,4% des véhicules contrôlés correspondent à des usagers PMR ;
- ❖ 3,8% des véhicules contrôlés correspondent à des abonnés professionnels ou ayant-droits (véhicules d'urgence, Services public, autopartage, travaux clairement identifiables).



Cette répartition montre néanmoins d'importantes disparités selon les secteurs



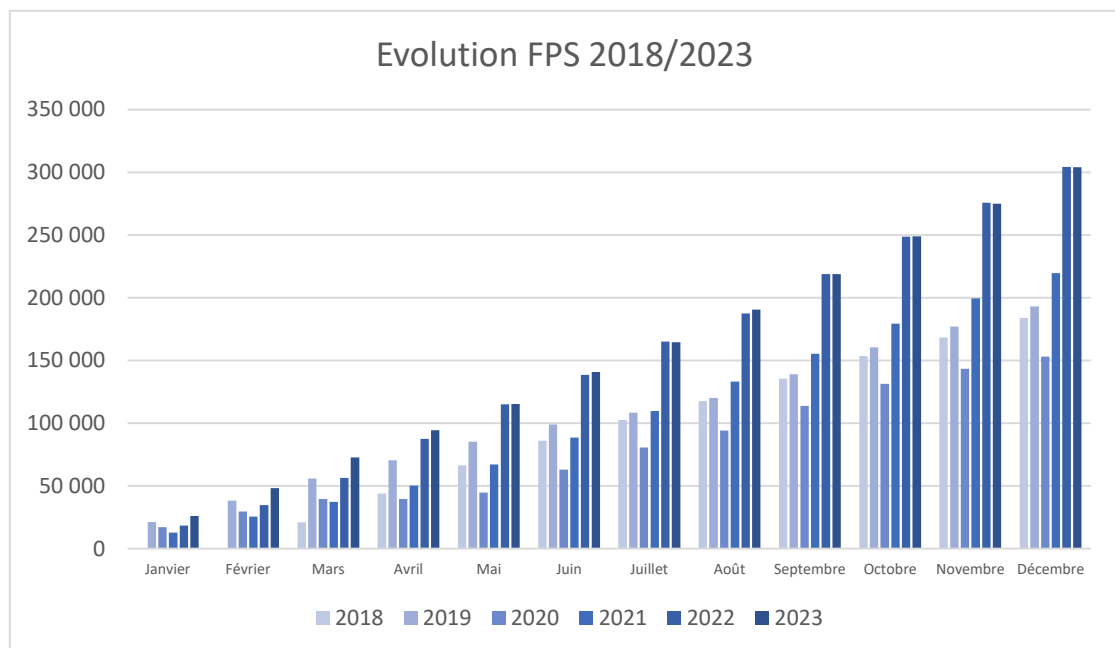
### 8.3 LES FPS EMIS

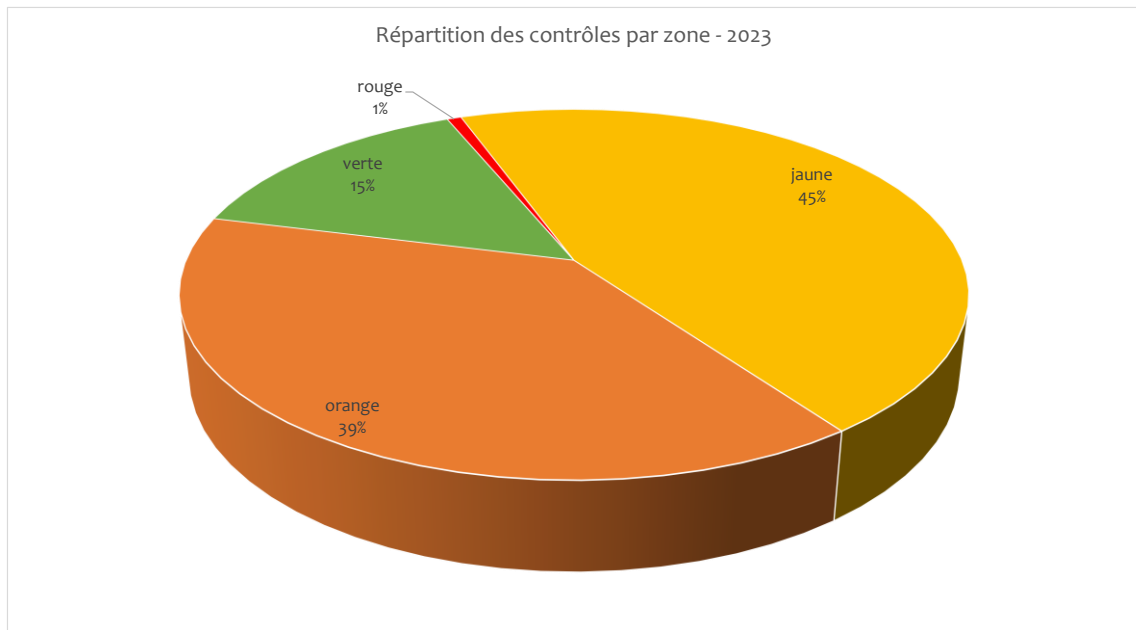
Le nombre de FPS émis en 2023 n'a pas varié par rapport à 2022, malgré l'extension du stationnement payant et l'augmentation significative du nombre de contrôles.

#### 8.3.1 REPARTITION PAR ZONE

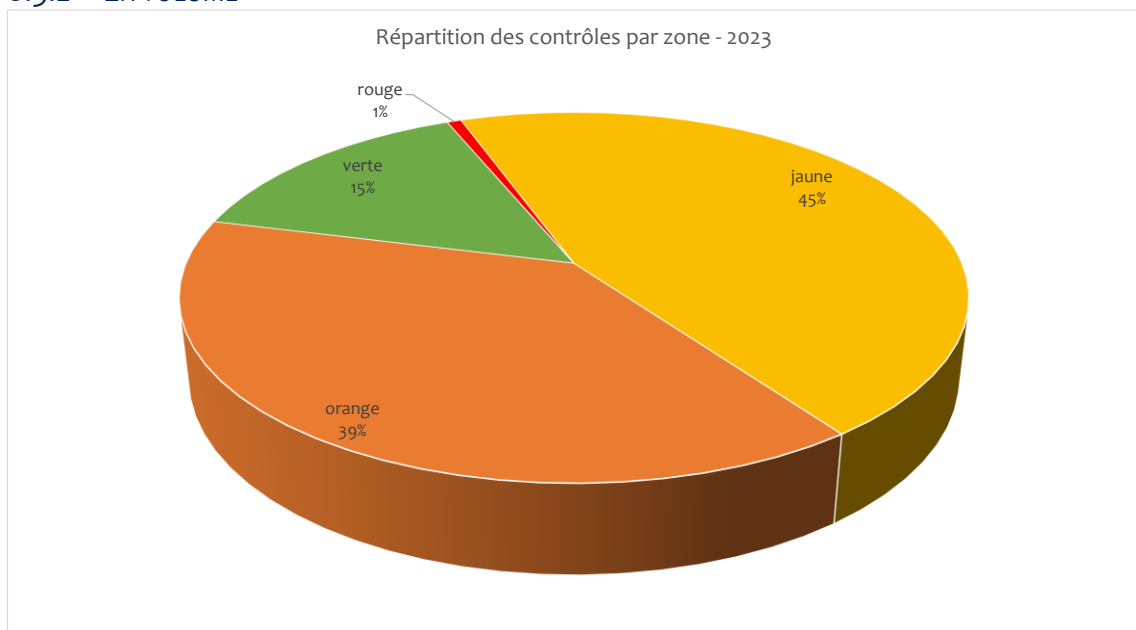
La répartition des FPS émis par zone affiche une hausse de 3 points pour la zone verte. Les variations des zones jaune et orange sont peu significatives

	zone jaune	zone orange	zone verte	zone rouge	Total
janvier	9 222	9 701	6 842	271	26 036
février	8 413	8 441	5 038	259	22 151
mars	8 671	10 128	5 487	252	24 538
avril	7 863	8 420	5 231	223	21 737
mai	7 822	8 271	4 611	208	20 912
juin	9 478	9 469	6 144	505	25 596
juillet	8 753	8 589	5 556	610	23 508
août	10 181	9 813	5 447	588	26 029
septembre	11 457	10 566	5 889	485	28 397
octobre	12 724	10 330	6 548	566	30 168
novembre	9 053	8 842	7 587	531	26 013
décembre	10 649	9 694	8 041	674	29 058
<b>Total</b>	<b>114 286</b>	<b>112 264</b>	<b>72 421</b>	<b>5 172</b>	<b>304 143</b>
<b>% du total</b>	<b>37.6%</b>	<b>36.9%</b>	<b>23.8%</b>	<b>1.7%</b>	<b>100%</b>





### 8.3.2 EN VOLUME

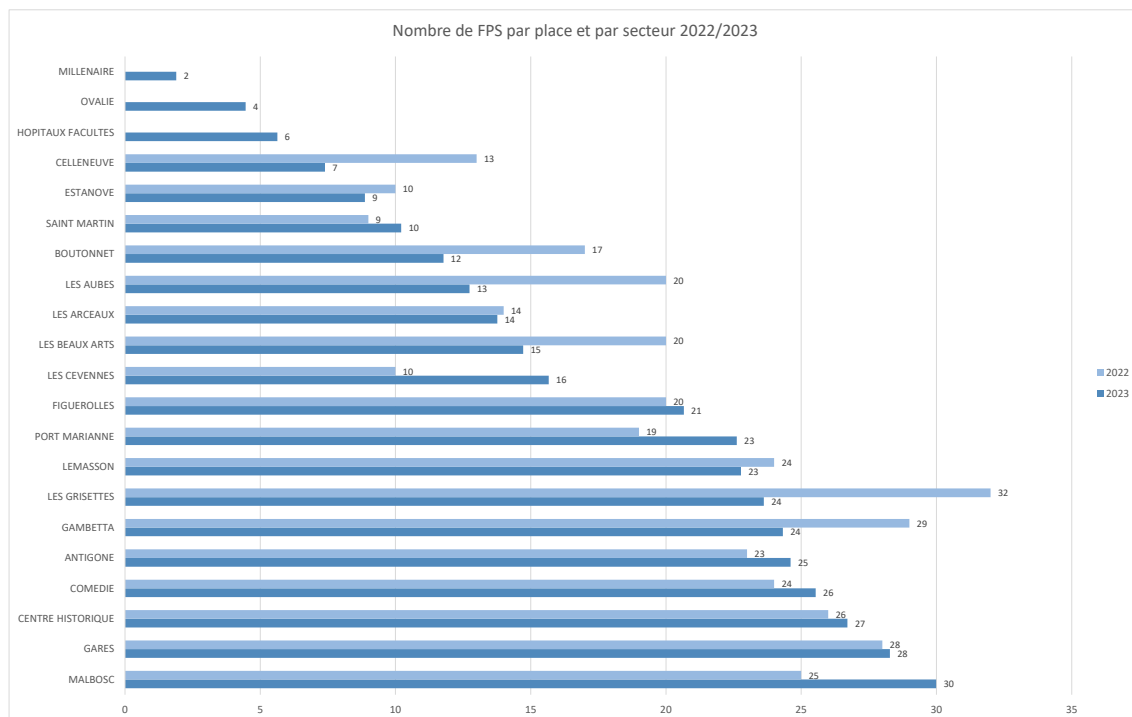


### 8.3.3 EN VOLUME

	2019	2020	2021	2022	2023	Variation N/ N-1
Jaune	88 095	67 407	80 842	105 839	114 286	8%
Orange	81 561	68 359	107 456	144 906	112 264	-23%
Verte	23 437	17 226	31 288	53 167	72 421	36%
Rouge				562	5 172	820%

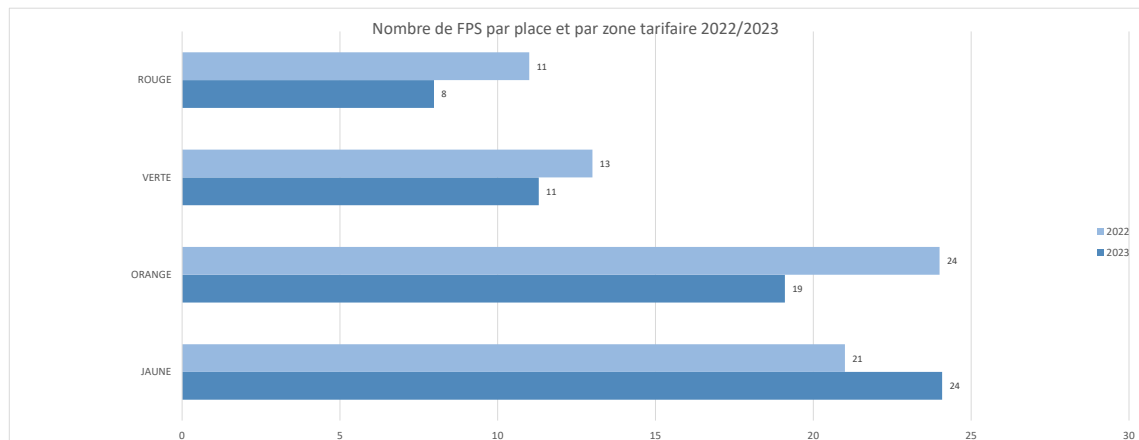
D'un point de vue volumétrique, le nombre de FPS a nettement progressé sur la zone verte (+36%) et plus marginalement en zone jaune (+8%).  
On note par contre une très nette régression sur la zone orange qui n'a pas varié en nombre de places (-23%)

### 8.3.4 REPARTITION PAR PLACE ET PAR SECTEUR



NB : les secteurs Ovalie, Millénaire et Hôpitaux-Facultés ont été contrôlés à partir du 4ème trimestre 2023 ; le nombre de FPS par place est donc significativement plus faible mais ce chiffre n'est pas significatif.

### 8.3.5 REPARTITION PAR PLACE ET PAR ZONE TARIFAIRE



## 8.4 LE NOMBRE DE FPS DONNANT LIEU A DES FRAIS DE GESTION

Les FPS donnant lieu à des frais de gestion correspondent aux FPS émis déduction faite des FPS annulés et des FPS de transfert émis à l'encontre du propriétaire désigné en cas de cession de véhicule non enregistré dans le fichier SIV (service d'immatriculation des véhicules).

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
FPS	180 086	187 311	148 638	214 475	296 793	296 275
Variation N-1 / N		4%	-21%	44%	39%	-0,2%

## 8.5 LES RECETTES DES FPS

### 8.5.1 LA VALORISATION DES FPS TRANSMIS A L'ANTAI EN 2022

Par rapport au volume transmis, la valorisation des 286 366 FPS transmis à l'ANTAI en 2023 (après annulation des RAPO acceptés) s'élève à 10 181 506 € net de taxe.

Étiquettes de lignes	Nombre de FPS	Montant total
Jaune	106 945	4 264 703
Orange	105 700	3 685 129
Verte	68 948	2 064 619
<b>Total général</b>	<b>286 366</b>	<b>10 181 506</b>

Au 22 février 2023, l'état de ces FPS dans les systèmes de l'ANTAI est le suivant

Étiquettes de lignes	Nombre de FPS	
Payé	142 157	50%
Recouvré	13 821	5%
En attente de paiement	16 321	6%
En attente de recouvrement	71 383	25%
En attente de phase exécutoire	16 688	6%
Inconnu	3	0%
Annulé	20 448	7%
En attente de courrier	5 545	2%
<b>Total général</b>	<b>286 366</b>	<b>100%</b>

On note que 55% des FPS transmis à l'ANTAI au titre de l'exercice 2023 ont été payés ou recouverts au 22/02/2024, pourcentage sensiblement équivalent à celui de 2022.

#### 8.5.1.1 LE MONTANT DES REVERSEMENTS A LA VILLE AU TITRE DES FPS

Selon les informations transmises par la Ville le montant des reversements de la DGFIP au titre des FPS s'élève à 5 252 515,29 € net de taxe sur l'exercice 2023.

Reversements de la DGFIP à la Ville (FPS)		
	Montants	Nombre de paiements associés
Janvier	508 543 €	14 704
Février	426 940,63 €	12 210
Mars	465 154,02 €	13 165
Avril	409 027,87 €	11 605
Mai	287 857,01 €	8 151
Juin	445 189,57 €	12 590
Juillet	429 988,17 €	12 165
Août	413 197,63 €	11 620
Septembre	474 278,87 €	13 382
Octobre	484 002,95 €	13 617
Novembre	461 050,20 €	13 018
Décembre	447 285,37 €	12 796
<b>Total</b>	<b>5 252 515,29 €</b>	<b>149 023</b>

### 8.5.1.2 RECOUVREMENTS

En parallèle, au titre des recouvrements forcés, le total des sommes encaissées par la DGFIP est de 1 505 510,59 € sur l'exercice 2023.

Recouvrements forcés (FPSM)		
	Montants	Nombre de paiements associés
Janvier	102 368,18 €	4 264
Février	85 879,55 €	3 045
Mars	66 944,84 €	3 015
Avril	85 878,73 €	3 200
Mai	121 706,11 €	5 633
Juin	173 166,78 €	8 853
Juillet	134 502,39 €	6 631
Août	113 349,37 €	5 146
Septembre	115 625,40 €	4 710
Octobre	151 415,27 €	5 764
Novembre	188 360,51 €	7 285
Décembre	166 313,46 €	6 158
<b>Total</b>	<b>1 505 510,59 €</b>	<b>63 704</b>

### 8.5.2 LES MONTANTS DES RECETTES FPS

	Montant net de taxe	%
Reversements des FPS encaissés par la Dgfip	5 252 515,29 €	77,72%
Reversements des FPS recouvrés par la Dgfip	1 505 510,59 €	22,28%
<b>Total</b>	<b>6 758 025, 88 €</b>	<b>100%</b>

## 8.6 LE MONTANT DES FRAIS DE GESTION

Pour l'exercice 2023, le montant des frais de gestion à récupérer par TaM s'élève à **2 577 592,50€ HT ou 3 093 111.00 € TTC** (296 275 FPS x 8,70€HT) soit -0.2% par rapport à N-1

2023	Nombre	Frais Gestion TTC	Frais Gestion HT
janvier	25 335	264 497 €	220 415 €
février	21 274	222 101 €	185 084 €
mars	24 239	253 055 €	210 879 €
avril	21 157	220 879 €	184 066 €
mai	20 149	210 356 €	175 296 €
juin	24 898	259 935 €	216 613 €
juillet	22 984	239 953 €	199 961 €
août	25 757	268 903 €	224 086 €
septembre	27 048	282 381 €	235 318 €
octobre	29 926	312 427 €	260 356 €
novembre	25 166	262 733 €	218 944 €
décembre	28 342	295 890 €	246 575 €
<b>Réel 2023</b>	<b>296 275</b>	<b>3 093 111 €</b>	<b>2 577 593 €</b>

Au 01/02/2023, 52 712 de ces FPS restent impayés (80%).

Nombre de FPS 2023	Véhicules	Nb FPS	FPS dus au 22/02/2023	Total impayé au 22/02/2023
Plus de 200 FPS	1	213	213	8 508 €
Plus de 100 FPS	35	4531	4483	160 927 €
Plus de 50 FPS	181	11 927	11 131	412 121 €
Plus de 10 FPS	2 882	49 354	36 885	1 097 922 €
<b>Total</b>	<b>3 099</b>	<b>66 025</b>	<b>52 712</b>	<b>1 679 478 €</b>

### 8.6.1 LES ANNULATIONS DES FPS PAR L'ANTAI

En 2023, l'ANTAI a procédé à l'annulation de 14 641 FPS.  
Le chiffre est en hausse de 7% par rapport à 2022.

Les annulations de l'ANTAI sont discrétionnaires, seule la nomenclature des motifs est accessible par TaM.

Motifs d'annulation	2022	2023	Variation n/n-1	% du total
Immatriculation étrangère	4 957	5 943	+20%	41%
Incohérence sur la marque	4 442	4 425	0%	30%
Echec d'identification	3 680	3 369	-8%	23%
Véhicule suspect	470	740	+57%	5%
Immatriculation usurpée	154	114	-26%	1%
Transmission impossible	35	50	43%	0%
<b>Total</b>	<b>13 738</b>	<b>14 641</b>	<b>7%</b>	<b>100%</b>

## 9 LE TRAITEMENT DES RAPO

En 2023, 18 441 RAPO ont été traités contre 17 713 RAPO en 2022 soit une progression de +4%.

Malgré l'arrivée des 2 LAPI supplémentaires et l'extension des zones réglementées le volume de RAPO n'a augmenté que de 4% par rapport à 2022.

Comme pour l'année 2023, le délai moyen de traitement est de 7 jours **qui reste très largement inférieur au délai de traitement fixé par la loi à un mois.**

Nombre total de RAPO formés* en 2022	17 713	Taux RAPO 6%
Nombre total de RAPO formés* en 2023	18 441	Taux RAPO 6%
Variation nombre de RAPO 2022-2023	+4%	
Durée moyenne de traitement d'un RAPO	7 jours en 2023	7 jours en 2022
Nombre de RAPO rejetés 2023	3 699	20,41%
Nombre de RAPO admis 2023	14 427	79,59%
Nombre de RAPO irrecevables 2023	0	-
Nombre total de RAPO traités 2023	18 126	100%

\*Le nombre de RAPO formés correspond au nombre de RAPO reçus sur la période. Ce nombre est indépendant du nombre de RAPO Traités.

Le taux de RAPO est stable par rapport à l'année 2022 malgré l'arrivée de 2 LAPI supplémentaires et l'extension des zones réglementées.

## 10 LE TRAITEMENT DES DOSSIERS CCSP

### 10.1 LES MEMOIRES EN DEFENSE

Le nombre de mémoires en défense à rédiger a augmenté de manière exponentielle au fil des années :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>CCSP à instruire</b>	78	84	128	456	1062	2749
<b>Variation</b>		8%	52%	256%	133%	156%

## 10.2 LES DECISIONS RENDUES PAR LA CCSP

Les délais d'instruction des requêtes par les CCSP sont variables et se situent entre 6 mois et 2 ans voire plus (certaines requêtes déposées en 2018 ne sont toujours pas instruites par la CCSP).

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Requêtes refusées</b>	0	20	53	23	27	82
<b>Requêtes acceptées</b>	0	135	306	209	313	896
<b>Taux d'acceptation</b>		87%	85%	90%	92%	92%

## 10.3 MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE PROCEDURE DE GESTION DES MEMOIRES EN DEFENSE

Début 2023, et au regard des éléments chiffrés précédemment énoncés et la demande la Ville, il a été convenu de ne plus défendre les requêtes CCSP qui font l'objet avec certitude d'une acceptation de la juridiction à savoir :

- Le requérant prétend ne pas avoir reçu le titre initial.
- Le Titulaire du véhicule est en possession d'une carte CMI Stationnement ou le titulaire d'une carte CMI Stationnement est accompagné par un tier.
- Les cessions
- Vol de véhicules ou usurpation d'identité
- Le FPS contesté a été annulé hors recours par TaM (cas des CMI uniquement)

Avec l'application de ces règles de gestion, en 2023, « seuls » 774 mémoires en défenses ont été rédigés par TaM et déposés par la Ville sur la plateforme CCSP, sur les 2749 demandes d'instruction reçues sur l'année (soit 28%).

# 11 L'INVENTAIRE DES PLACES DU PERIMETRE PAYANT

## 11.1 LES PLACES DE STATIONNEMENT

### 11.1.1 L'INVENTAIRE DES PLACES PAR SECTEUR

Secteur	Places Payantes	Places PMR	Places Livraison	Total Général
Antigone	1823	68	12	1903
Boutonnet	1793	47	18	1858
Celleneuve	243	8	5	256
Centre Historique	244	14	7	265
Comédie	142	5	11	158
Estanove	670	13	2	685
Figuerolles	575	23	14	612
Gambetta	1040	42	73	1155

Gares	1190	45	48	1283
Hôpitaux-Facultés	830	5	4	839
Lemasson	508	12	3	523
Les Arceaux	1048	19	17	1084
Les Aubes	390	13	5	408
Les Beaux-Arts	1154	30	24	1208
Les Cévennes	507	13	3	523
Les Grisettes	447	27	8	482
Malbosc	221	12	4	237
Millénaire	599	6	0	605
Ovalie	576	20	1	597
Port Marianne	2854	101	33	2988
Saint-Martin	558	10	7	575
<b>Total Général</b>	<b>17499</b>	<b>536</b>	<b>299</b>	<b>18334</b>

#### 11.1.2 L'INVENTAIRE DES PLACES PAR ZONE

Zone	Payantes	PMR	Livraison	Total général
Jaune	4897	186	162	5245
Orange	5958	212	94	6264
Verte	6557	134	43	6734
ZTCD	87	4		91
<b>Total Général</b>	<b>17499</b>	<b>536</b>	<b>299</b>	<b>18334</b>

#### 11.2 LES PLACES DE STATIONNEMENT POUR DEUX ROUES

Lors de l'implantation des nouveaux horodateurs, TaM a proposé à la Ville de créer des aires de stationnement pour deux roues lorsqu'un horodateur est installé sur la voirie afin d'améliorer l'accessibilité des trottoirs.

Zone	Nombre d'Aires 2 Roues	Nombre de place vélos	Nombre de places motos
<b>Jaune</b>	72	130	83
<b>Orange</b>	92	193	88
<b>Verte</b>	108	205	118
<b>Total général</b>	<b>272</b>	<b>528</b>	<b>289</b>



## 12 LA REALISATION DU MARQUAGE AU SOL

L'extension du stationnement payant mise en place en 2023 a nécessité une campagne de création et de réfection de places de stationnement ainsi que la pose de mots « PAYANT » indiquant le changement de la nature de la place.

Produits	Nombre réalisé en 2023
Mots PAYANT Thermocollés	1755
Mètres linéaires pointillés de places	6429

## 13 LA MAINTENANCE

En 2023, 2062 interventions de maintenance sur les horodateurs ont été réalisées par TaM.

L'exercice est caractérisé par

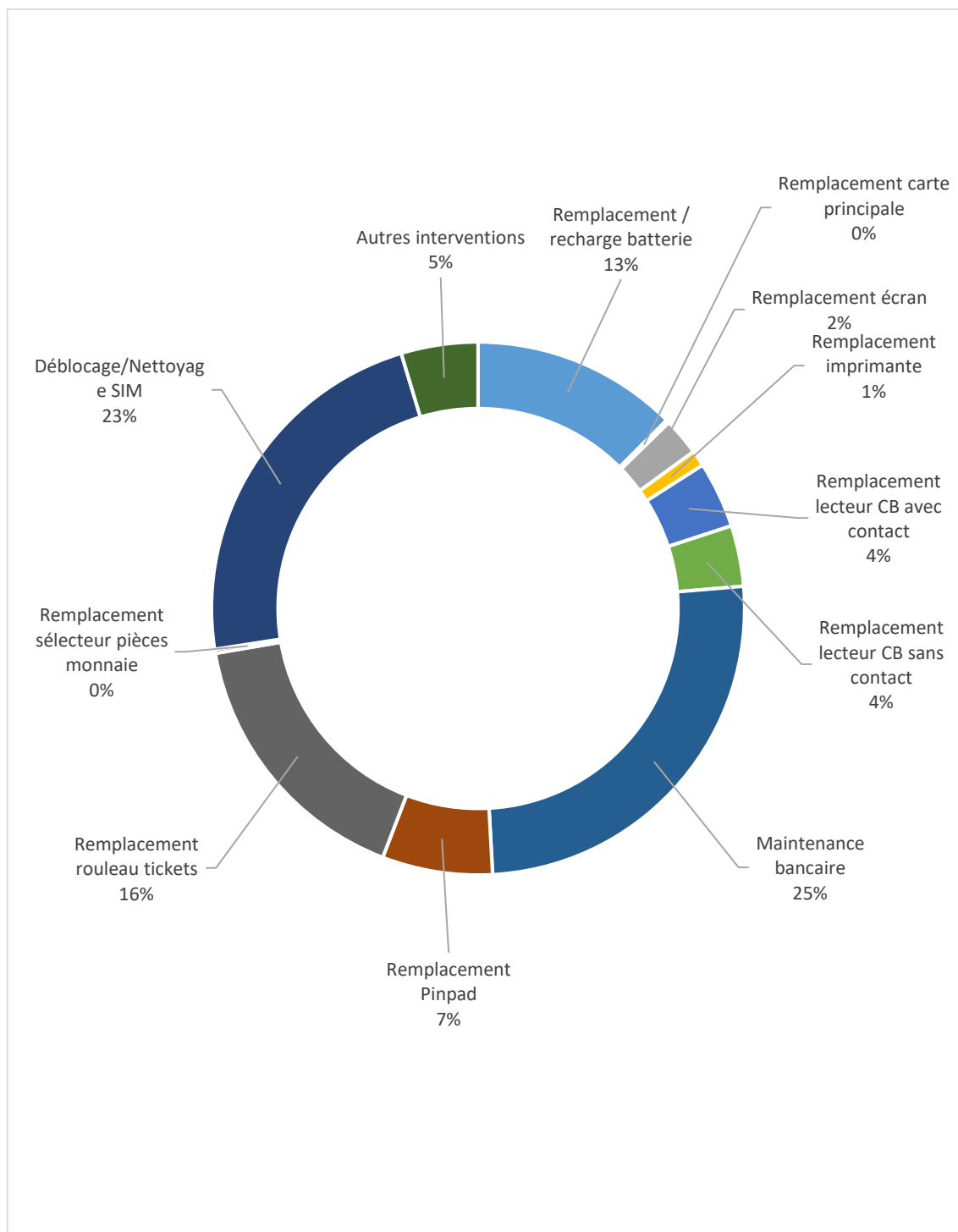
- L'implantation de 49 nouveaux horodateurs
- Le suivi d'une maintenance préventive assurant un entretien périodique et un contrôle de bon fonctionnement de l'ensemble du parc (en plus de la GTC, le contrôle de terrain permet de déceler des problèmes non remontés informatiquement).

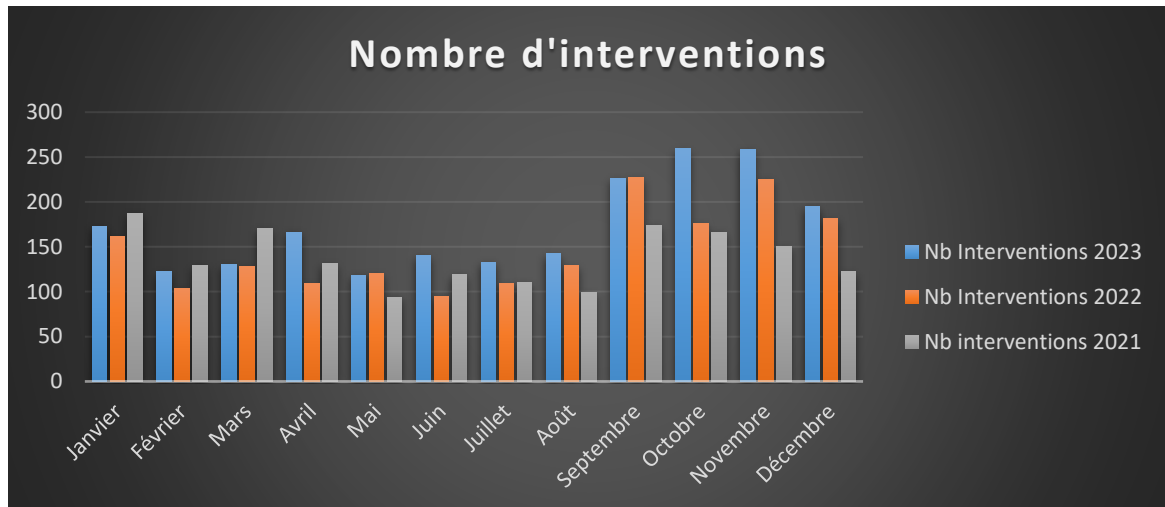
### 13.1 LA MAINTENANCE CURATIVE

En 2023, la maintenance curative a nécessité 2062 interventions sur les horodateurs (+14,4% par rapport à 2022).

Types d'interventions	2021	2022	2023
Remplacement / recharge batterie	137	208	258
Remplacement carte principale	23	23	4
Remplacement écran	81	107	47
Remplacement imprimante	11	63	20
Remplacement lecteur CB avec contact	67	50	83

Remplacement lecteur CB sans contact	5	35	76
Maintenance bancaire	270	383	525
Remplacement Pinpad	83	122	138
Remplacement rouleau tickets	311	284	340
Remplacement sélecteur pièces monnaie	12	10	5
Déblocage SIM	324	365	470
Autres interventions	327	113	96
<b>Total</b>	<b>1 651</b>	<b>1764</b>	<b>2062</b>





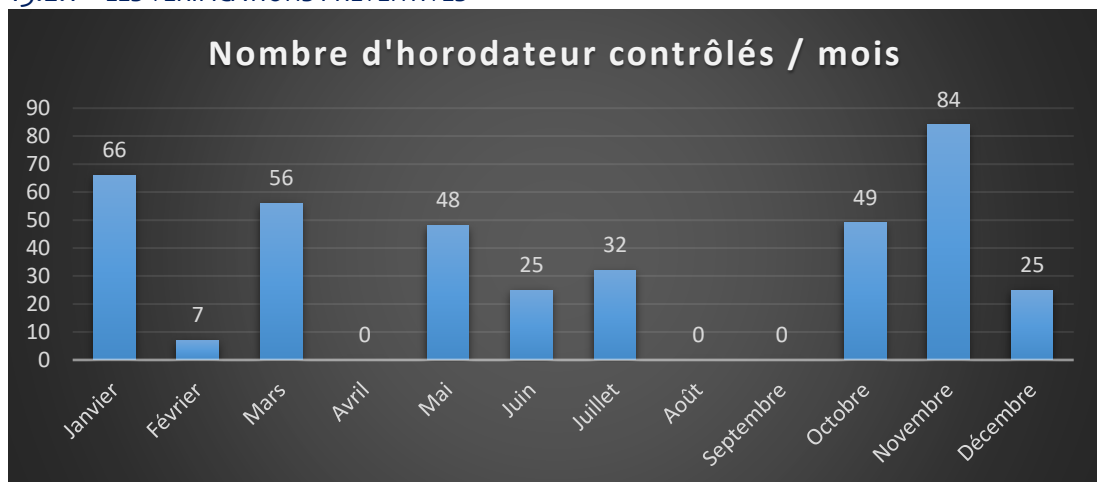
## 13.2 LA MAINTENANCE PREVENTIVE

En 2023, la maintenance préventive a été perturbée par la mise en place de l'extension du stationnement payant (Etudes, mise en place et suivi des chantiers)

Cette maintenance préventive comprend :

- Nettoyage extérieur de l'horodateur
- Graissage des serrures
- Nettoyage intérieur
- Nettoyage de tout les éléments (Terminal, CP, sélecteur, imprimante...)
- Nettoyage informatique du système
- Test de tous les éléments (Terminal, CP, sélecteur, imprimante, Ecran tactile...)
- Test de tous les moyens de paiement (Pièces, CB, Sans contact)

### 13.2.1 LES VERIFICATIONS PREVENTIVES

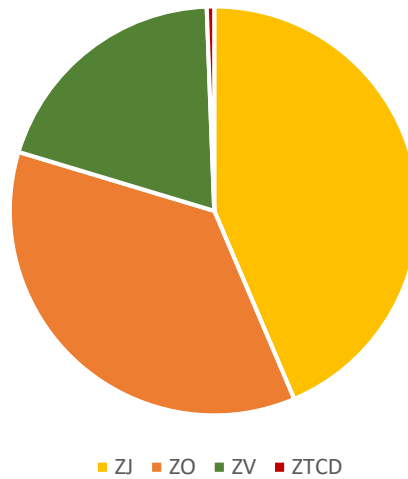


### 13.2.2 LE NETTOYAGE DES HORODATEURS

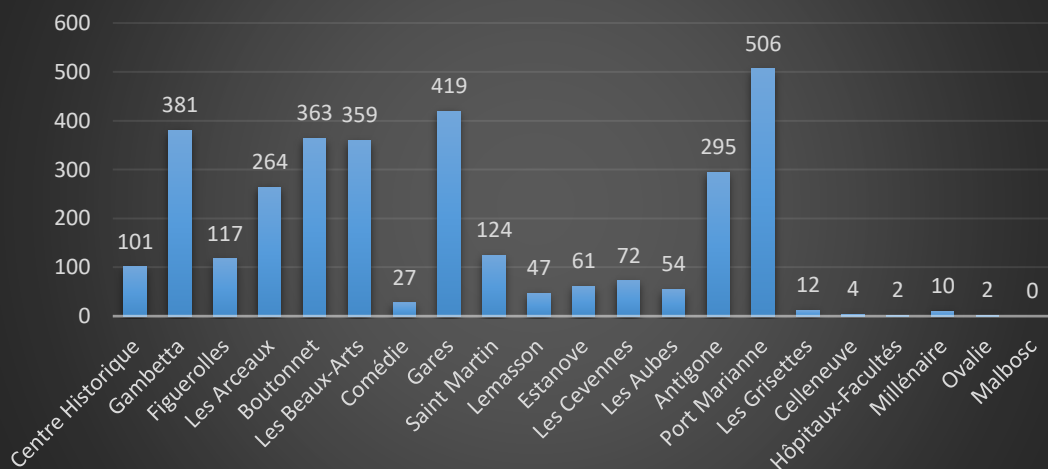
En 2023, 3220 interventions de nettoyage sur les horodateurs ont été réalisées par TaM

Zone	Nombre d'interventions
ZJ	1404
ZO	1161
ZV	636
ZTCD	19
<b>TOTAL</b>	<b>3220</b>

Répartition des interventions par zones



Nombre d'interventions par secteur



SECTEUR	Nombre d'interventions
Centre Historique	101
Gambetta	381
Figuerolles	117
Les Arceaux	264
Boutonnet	363
Les Beaux-Arts	359
Comédie	27
Gares	419
Saint Martin	124
Lemasson	47
Estanove	61
Les Cévennes	72
Les Aubes	54
Antigone	295
Port Marianne	506
Les Grisettes	12
Celleneuve	4
Hôpitaux-Facultés	2
Millénaire	10
Ovalie	2
Malbosc	0
<b>TOTAL</b>	<b>3 220</b>

## 14 LE VANDALISME

Secteurs	Nombre de Dégradations	Montant du préjudice
Les Cévennes	2	1 536,00 €
Arceaux	5	10 432 €
Figuerolles	2	7 256,00 €
Millénaire	1	3 628,00 €
Lemasson	1	3 628,00 €
<b>Total général</b>	<b>11</b>	<b>26 480,00 €</b>

Le coût moyen d'un acte de vandalisme structurel s'élève à 2407€ TTC

#### 14.1.1 L'ETAT DU PARC D'HORODATEURS

Malgré le dépôt de plainte systématique au commissariat, aucune action d'investigation ne semble avoir été engagée par les services de police.

La surveillance et le maintien de la sécurité des équipements dans l'espace public, notamment en soirée, sont de la compétence exclusive des forces de l'ordre et sont extérieurs au périmètre contractuel.

Ce vandalisme récurrent ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et ses effets ne peuvent être évités par des mesures susceptibles d'être mises en œuvre par TaM

Les circonstances exceptionnelles, extérieures à TaM ont pour résultat d'empêcher l'exécution des prestations de maintien en état de fonctionnement des horodateurs ciblés à cause du coût financier que l'équilibre financier de la DSP ne peut assumer.

Par conséquent, 10 machines implantées sur le domaine public restent hors service au 01-01-2023 (1.5% du parc).



## 15 L'INVENTAIRE DES HORODATEURS

Pour réaliser les extensions du stationnement prévues, l'avenant n°7 du 28 octobre 2022 prévoit la commande de 100 horodateurs supplémentaires avec le déploiement de

- 50 horodateurs en avril 2023
- 50 horodateurs en octobre 2023.

La prévision initiale pour l'acquisition de 100 horodateurs avait été estimée en appliquant les ratios appliqués dans le périmètre payant d'environ 1 horodateur pour 20 places de stationnement.

Les extensions programmées en 2023 concernant uniquement des zones de stationnement de longue durée (zone verte), la ville a décidé d'optimiser les investissements en réduisant le nombre d'horodateurs à implanter en élargissant le ratio et en redéploquant des horodateurs existants sous-utilisés.

En pratique, seuls 50 nouveaux horodateurs ont été achetés en 2023 sur les 100 appareils mentionnés dans l'avenant n°7.

Au 31 décembre 2023, l'inventaire des horodateurs est le suivant.

Horodateurs implantés sur le domaine public	
Horodateurs En service	690
Horodateurs vandalisés à remettre en état	8
Sous-total horodateurs installés	698
Horodateurs en stock	
Horodateur en stock en état de fonctionnement	22
Horodateur pour tests mécaniques en atelier	1
Horodateur pour tests pour SAV et RAPO	1
Horodateurs pour tests billettique et monétique DSI	2
Horodateurs vandalisés réparables	0
Sous-total stock en fonctionnement + HS réparables	26
<b>Total horodateurs "utilisables" au 1er trimestre 2022</b>	<b>724</b>
<b>Horodateurs vandalisés non réparables (à déstocker)</b>	<b>25</b>

## 16 LE RESULTAT FINANCIER

### 16.1 LE MONTANT DES REDEVANCES 2023

#### 16.1.1 LA REDEVANCE FIXE

Conformément à l'avenant 7, au regard de la capacité financière de l'activité, le montant de la redevance fixe 2023 retrouve le niveau de 3 860 000,00€.

Conformément à l'avenant 1, le montant versé à la Ville s'élève à 2 577 592,50 €HT

Montant de la redevance fixe	3 860 000.00 €HT
Déduction des frais de gestion	- 2 577 592.50 €HT
<b>Montant versé à la Ville en 2023</b>	<b>1 282 407.50 €HT</b>

#### 16.1.2 LA REDEVANCE VARIABLE

Le seuil de déclenchement de la redevance variable fixé pour 2023 à 5 900 000 € HT étant atteint, TaM versera un montant de **1 393 978,32 €** au titre de la redevance variable en 2023.

#### 16.1.3 LA REDEVANCE DE CONTROLE

Selon l'article 44 du contrat DSP, le montant de la redevance de contrôle s'élève à 10 000€HT.

#### 16.1.4 LA REDEVANCE ECONOMIE DE CHARGES

L'EBE réalisé étant supérieur au prévisionnel, une redevance d'économie de charges est prévue

#### 16.1.5 LE MONTANT TOTAL VERSE A LA VILLE

Pour l'exercice 2023, le montant total versé par TaM s'élève à 2 830 329.64 €HT.

Montant de la redevance fixe	1 282 407.50 €HT
Montant de la redevance variable	1 393 978.32 €HT
Montant de la redevance de contrôle	10 000 €HT
Montant de la redevance de surperformance économique	143 943.82 €HT
<b>Montant total versé à la Ville en 2022</b>	<b>2 830 329.64 €HT</b>

## 16.2 LE MONTANT DES CHARGES D'AMORTISSEMENT

### Rappel :

Dans le contrat initial, les horodateurs sont amortis avant la fin de la DSP, l'avenant 2 prévoit la prolongation de la durée d'amortissement à 15 ans.

	2022	2023
Dotation amortissement de caducité	206 304 €	505 589 €
Amortissement matériel et outillage	14 039 €	9 785 €
Amortissement horodateurs	252 782 €	277 279 €
Amortissement bureau-info-autre	17 607 €	7 721 €
Amt autres immos incorporelles	41 517 €	41 186 €
Amt constructions et agencements	137 639 €	137 996 €
Dot. GRE Bâtiments activité STAT	369 304 €	159 619 €
Provision pour risque travaux	0 €	0 €

Les amortissements horodateurs 2023 intègrent 50 horodateurs acquis en mars 2023.

## 16.3 LES PRECISIONS SUR LES ECARTS SIGNIFICATIFS

### 16.3.1 LES FRAIS DE PERSONNEL

Frais de personnels directs	2022	2023	Ecart en €	Ecart en %
Salaires	774 281 €	1 067 114 €	292 833 €	38%
Charges sur Salaires	383 950 €	535 986 €	152 036 €	40%
Autres charges liées	20 855 €	3 494 €	-17 361 €	-83%
<b>Total Frais de Personnel Directs</b>	<b>1 179 086 €</b>	<b>1 606 594 €</b>	<b>427 508 €</b>	<b>36%</b>

Frais de personnels répartis	2022	2023	Ecart en €	Ecart en %
<b>Prestations assurées par la société-mère (intégrées en charges de personnel et charges à partir de 2022) dont :</b>	<b>150 748 €</b>	<b>212 009 €</b>	<b>61 261 €</b>	<b>41%</b>
Prestations de gestion du RAPO				
Prestations de commercialisation - Espaces Mobilité (2,5€ / dossier)	150 748 €	212 009 €	61 261 €	41%
<b>Refacturation</b>	<b>349 798 €</b>	<b>605 422 €</b>	<b>255 624 €</b>	<b>73%</b>
CHG Pers. TaM interacti.		121 349 €	121 349 €	
Refact.frais Siège >Filiale				
Refact.frais Struc Stat >Filiale				
Refact frais ponctuels				
Fr de Struct Stat QLTransport Budget	12 000 €	12 000 €	0 €	
Fr de Struct Stat Abt Chg	337 798 €	472 073 €	134 275 €	40%
<b>Total Frais Répartis</b>	<b>500 546 €</b>	<b>817 431 €</b>	<b>316 885 €</b>	<b>63%</b>

<b>Total Direct + Réparti</b>	<b>1 679 633 €</b>	<b>2 424 025 €</b>	<b>744 392 €</b>	<b>44%</b>
-------------------------------	--------------------	--------------------	------------------	------------

Les 121.3 K€ de charges de personnel TaM interactivité correspondent à 1 détachement, à titre d'essai, de 12 mois pour 69.2 K€ (chargé de maintenance) et 1 de 8 mois pour 52.1 K€ (chef de projet SI pour l'observatoire et l'application de guidage).

Les deux personnels ayant satisfait aux compétences exigées pour le poste, ils ont été transférés sur l'activité voirie en 2024.

- La rubrique « Frais de personnel directs » fait apparaître un écart de +427 508 € entre 2022/2023.

Le passage de l'activité voirie en SPL en lieu et place de la filiale a eu pour conséquence la disparition des certaines prestations facturées à la maison mère TaM 3M en 2021, car ces prestations sont directement intégrées dans les salaires et charges à partir de 2022 comme la prestation de gestion du RAPO/maintenance des équipements... ;

Les charges liées aux personnels mis à disposition de la filiale par la maison mère sont également intégrées aux salaires et charges en 2022.

- La rubrique « Structure stationnement » affiche un écart de +316 885 €
  - La prestation de commercialisation, correspondant à un pourcentage de commission auquel s'ajoute un forfait par dossier, augmente donc mécaniquement : +61.3 K€.
  - Les prestations conventionnelles sont en hausse de 255.6 K€ par rapport à 2022 en raison l'augmentation des frais de structure et du détachement de 2 agents.

**Les charges de personnel direct + répartis ainsi que les prestations liées pour l'année 2023 sont supérieures de 744.4 K€ à l'année 2022, soit +44%**

#### 16.3.2 LES FRAIS DE STRUCTURES

Comme pour les frais de personnel, le transfert par TUP à TaM du contrat de DSP Voirie est à l'origine de la variation N / N-1.

Les prestations qu'assurait TaM pour sa filiale SAS TaM Voirie (qui figuraient en produits et charges sur TaM) disparaissent : les charges sont affectées directement à l'activité Voirie de TaM.

#### 16.3.3 LES REPARATIONS DES HORODATEURS

- **Péager monétique pièces GRE** : 115 K€ Pièces GER Horodateurs

Entretien Monétique	2022	2023	Ecart en €	Ecart en %
Monétique : Pièces SD	10 249 €	31 521 €	21 271 €	207,5%
Monétique : Pièces SD GRE	18 697 €	115 224 €	96 257 €	50%
Monétique : Maintenance Sous contrat	94 634 €	105 116 €	10 482 €	11,1%
Monétique : Maintenance Hors contrat	80 140 €	63 092 €	-17 048 €	-21,3%

#### 16.3.4 LA COLLECTE ET LE COMPTAGE DES FONDS

Sous-traitance de la collecte et du comptage des fonds à la Société de transport de fonds Loomis.

Collecte et comptage des fonds	2022	2022	Ecart en €	Ecart en %
Ramassage de fonds	38 281 €	38 941 €	660 €	1,7%
Comptage de fonds	4 393 €	4 859 €	466 €	10,6%
<b>Total</b>	<b>42 674 €</b>	<b>43 800 €</b>	<b>1 126 €</b>	<b>2,6%</b>

### 16.3.5 LES FRAIS DE TRANSACTIONS BANCAIRES

L'accroissement des transactions effectuées par M'Ticket ainsi que la fin du contrat de Pay by phone expliquent des frais bancaires liés à l'utilisation de M'Ticket représentant plus de 85% du total.

Frais de transaction bancaire	2022	2023	Ecart en €	Ecart en %
Frais de banque et internet	39 328 €	13 384 €	-25 943 €	-66,0%
Frais de paiement M'ticket	42 205 €	80 176 €	37 971 €	90,0%
<b>Total</b>	<b>81 533 €</b>	<b>93 560 €</b>	<b>12 028 €</b>	<b>14,8%</b>

## 17 LE BILAN FINANCIER

### 17.1 LES INVESTISSEMENTS – LE COMPTE GER

#### 17.1.1 LES INVESTISSEMENTS

##### 17.1.1.1 LE MONTANT DES ENGAGEMENTS PAR ANNEE

Sur les six premiers exercices, le montant des investissements s'élève à **7 127.1 K€ HT**

*Pour rappel, sur les exercices 2019 et 2020 une partie des charges du programme prévu en investissement avait été comptabilisée en charges de fonctionnement pour un montant de : 202 570.05 € HT (38 395.58 en 2018 et 164 174.47 en 2019) auquel il faut rajouter 43 122 € de QP M'Ticket. Pour mieux apprécier le ratio, investissement et fonctionnement sont cumulés.*

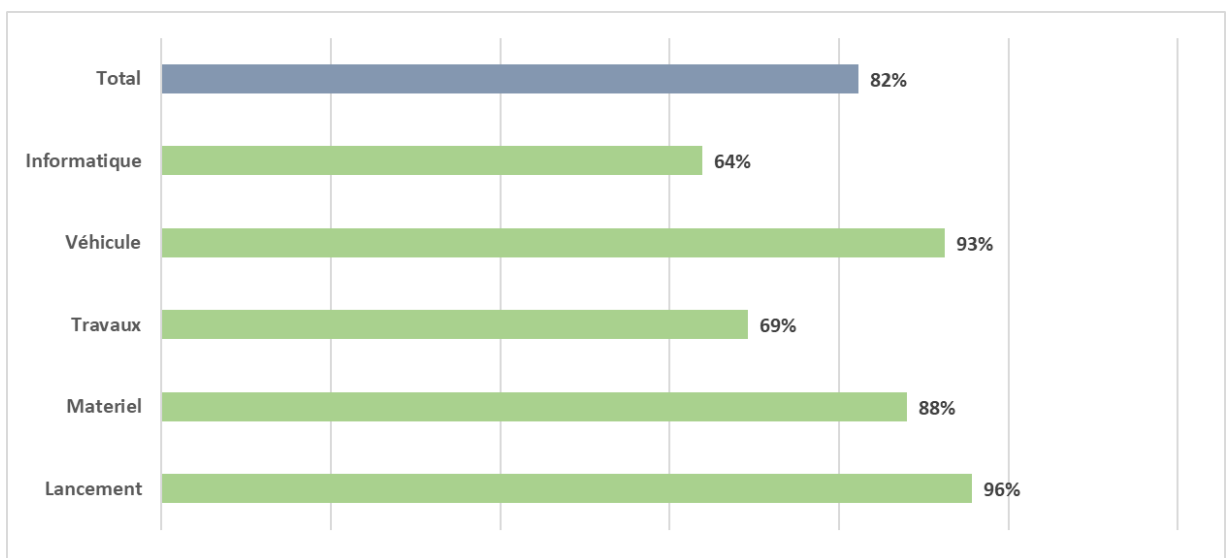
Engagements (Inv + Fonc) Voirie MPL	Montant € HT	%
2 018	4 287 107 €	62%
2 019	500 287 €	7%
2 020	148 128 €	2%
2 021	428 003 €	6%
2 022	963 440 €	14%
2 023	800 120 €	9%
<b>Total</b>	<b>7 127 085 €</b>	<b>100%</b>

#### 17.1.1.2 LA REALISATION DU PROGRAMME (AVENANT 7)

**Le montant prévisionnel du programme de travaux s'élevait à 7 120 K€ HT dans l'avenant 5 ;  
Après actualisation avec l'avenant 7, il passe à 8 661.5 K€ HT**

Le montant cumulé réalisé fin 2023 est de 7 127.1 K€ HT ;  
Il représente 82% du programme de l'avenant 7

Le solde des engagements à réaliser par rapport à l'avenant 7 est de 1 534,4 K€ HT.



*Ces montants ne prennent pas en compte l'achat de 2 horodateurs pour la ville de Pérols mise en service le 01/01/2023 d'une valeur initiale de 9.6 K€*

Fonction	Catégorie	Détail	programme DSP Avt 7 (fin 2023)	Réel 2018 à 2022	Réel 2023 MPL	Réel fin 2023 MPL	Ratio 2023 // AV7
dépénalisation	Lancement	Lancement DSP et dépénalisation	50K€	48K€		48K€	96%
paiement	Materiel	Horodateurs : acquisition nouveaux équipements + dépose anciens	4 299K€	4 241K€		4 241K€	99%
aménagement	Travaux	Signalétique horizontale	650K€	721K€		721K€	111%
Service	Materiel	Capteurs places PMR + livraison	271K€	91K€	7K€	98K€	36%
dépénalisation	Véhicule	Véhicules pour agents contrôle	50K€	38K€		38K€	76%
dépénalisation	Informatique	Equipements des agents	90K€	67K€	5K€	72K€	80%
Service	Informatique	Guidage + Observatoire	160K€	18K€	55K€	73K€	46%
Commercialisation	Informatique	Système de commercialisation (EMMA, M'Ticket, Site internet...)	108K€	134K€		134K€	124%
Finance	Informatique	Paramétrage et initialisation du logiciel de gestion des RAPPO (Extenso)	27K€	26K€		26K€	95%
aménagement	Travaux	Signalétique verticale des places payantes de l'extension et des ZTCD	200K€	138K€		138K€	69%
aménagement	Travaux	Arceaux et potelet pour stationnement des 2 roues	294K€	41K€		41K€	14%
dépénalisation	Véhicule	Véhicule LAPI & Système	403K€	398K€		398K€	99%
Materiel	Materiel	E-panneaux	28K€	28K€		28K€	100%
dépénalisation	Informatique	Divers besoins pour extension (ZTCD : plans de traçage, habillage, matériels...)	300K€	87K€		87K€	29%
<b>TOTAL DES BIENS DE RETOUR - DSP + avenant 5</b>			<b>6 930,6K€</b>	<b>6 075,0K€</b>	<b>67,5K€</b>	<b>6 142,5K€</b>	<b>89%</b>
paiement	Materiel	Horodateurs (80 neufs + 40 redéployés)	656K€		258K€	258K€	39%
aménagement	Travaux	Signalétique horizontale peinture	351K€		140K€	140K€	40%
aménagement	Travaux	Arceaux et potelets pour stationnement des deux roues	266K€		102K€	102K€	39%
dépénalisation	Véhicule	Véhicule LAPI et système	170K€		209K€	209K€	123%
dépénalisation	Véhicule	Véhicule pour agents de contrôle et maintenance	99K€		23K€	23K€	23%
<b>TOTAL DES BIENS DE RETOUR - avenant 7</b>			<b>1 541,5K€</b>	<b>0,0K€</b>	<b>732,6K€</b>	<b>732,6K€</b>	<b>48%</b>
aménagement	Travaux	Aménagement des locaux	179K€	201K€		201K€	112%
Finance	Informatique	Adaptation de logiciels	10K€	51K€		51K€	512%
<b>TOTAL DES BIENS PROPRES</b>			<b>189,4K€</b>	<b>252,0K€</b>	<b>0,0K€</b>	<b>252,0K€</b>	<b>133%</b>
<b>TOTAL DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS</b>			<b>8 661,5K€</b>	<b>6 327,0K€</b>	<b>800,1K€</b>	<b>7 127,1K€</b>	<b>82%</b>

Le tableau des investissements avec le détail entre les biens de retour et les biens de reprise est joint en annexe au format EXCEL.

### 17.1.2 LE COMPTE GER

Le tableau des dotations GER est joint en annexe au format EXCEL est joint en annexe.  
La variation du compte Ger en 2023 est la suivante :

VOIRIE	31/12/2022	<b>681510</b> Dotation Provision risque et charge Exploitation	<b>781510</b> Reprise Provision risque et charge Exploitation	31/12/2023
Compte 157 200	823 136 €	159 620 €	209 687 €	773 068 €

### 17.2 LE COMPTE D'EXPLOITATION

---

Le compte d'exploitation est joint en annexe : un tableau au format EXCEL

### 17.3 LES COMPTES ANNUELS

---

Les éléments au format EXCEL sont joints en annexe

- Le CEP 2023
- Le tableau GER
- La balance 2019 à 2023
- Le détail des charges de maintenance
- Les comptes activité de TaM pour TaM Voirie
- L'arrêté des comptes 2023

### 17.4 LE DETAIL DES RECETTES

---

Le détail des recettes est joint en annexe : un tableau au format EXCEL

## TaM : opérateur et intégrateur de mobilités



**Commune :** Ville de Montpellier

**Dénomination du tiers contractant auteur du rapport :** Société Publique Locale TaM

**Moyens humains (nombre d'équivalents temps plein) et financiers consacrés au traitement des RAPO**

**Prestations réalisées**

- Assistance téléphonique et information des usagers
- Gestion des RAPO
- Gestion des demandes de remboursement
- Préparation des mémoires en défense Commission du Contentieux du Stationnement Payant (CCSP).

Prestations effectuées par les agents de la direction du stationnement	Montants
Effectif : 2 agents + 1 agent de maîtrise + 1,25 CDD	218 568 €

Hébergement du logiciel de gestion des RAPO	56 077 €
---	----------

Frais de structure	
25% frais de siège + 25% des charges locatives + 25% assistance informatique	62 536 €

Total des moyens financiers consacrés au traitement des RAPO	337 181 €
--	-----------

## Indicateurs relatifs au traitement des RAPO Montpellier :

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023

Pour chacun de ces indicateurs, le rapport mentionne le taux d'évolution par rapport à l'année précédente.

	NOMBRE total de RAPO reçus	DÉLAI moyen de traitement en jours	NOMBRE de décisions explicites	NOMBRE de décisions implicites	NOMBRE de décisions d'irrecevabilité	NOMBRE de RAPO rejetés	NOMBRE de RAPO admis (avis de paiement annulés ou rectifiés)	NOMBRE de décisions de rejet rendues par la commission du contentieux du stationnement payant	NOMBRE de décisions d'annulation rendues par la commission du contentieux du stationnement payant
RAPO formés par des personnes résidant en dehors de la commune, de l'EPCI, du syndicat mixte	5 602 (122,74%)	7 (0%)	5 309 (122,97%)	81 (-16,49%)	0 (-100%)	1 545 (69,04%)	3 845 (146,16%)	65 (306,25%)	424 (105,83%)
RAPO formés par des personnes résidant dans la commune, l'EPCI, le syndicat mixte	12 839 (-15,52%)	7 (0%)	12 452 (-14,48%)	284 (15,45%)	0 (-100%)	2 154 (23,07%)	10 582 (-11,85%)	17 (54,55%)	472 (341,12%)
Ensemble des RAPO formés	18 441 (4,11%)	7 (0%)	17 761 (4,83%)	365 (6,41%)	0 (-100%)	3 699 (-0,4%)	14 427 (6,34%)	82 (203,70%)	896 (186,26%)

### Nombre total de RAPO reçus dans la période

Ce nombre est indépendant du nombre de RAPO traités, il peut donc être différent.

En effet, un RAPO reçu avant la période demandée pourra être traité durant la période et inversement.

### Nombre total de RAPO traités sur la période

= Nombre de décisions implicites + Nombre de décisions explicites

= Nombre de décisions d'irrecevabilité + Nombre de RAPO rejetés + Nombre de RAPO admis

296 275 FPS ont été émis en 2023.

## Analyse des motifs d'irrecevabilité des recours, de rejet des recours ou d'annulation de l'avis de paiement initial.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023

Pour chacun de ces indicateurs, le rapport mentionne le taux d'évolution par rapport à l'année précédente.

	NOMBRE total	NOMBRE concernant des usagers résidant dans la commune, l'EPCI, le syndicat mixte	NOMBRE concernant des usagers résidant en dehors de la commune, de l'EPCI, du syndicat mixte
<b>Motifs de contestation du forfait post-stationnement</b>			
Le requérant estime avoir payé/ ne pas avoir à payer	5 713 (42,04%)	4 002 (7,09%)	1 711 (500,35%)
Le requérant allègue être de bonne foi (notamment en cas de destruction du véhicule)	979 (-51,29%)	436 (-67,14%)	543 (-20,50%)
Le requérant dit être victime d'une usurpation de ses plaques d'immatriculation ou du vol de son véhicule	231 (32%)	91 (-35%)	140 (300%)
L'avis de paiement a été délivré avant l'heure indiquée sur le précédent	75 (-63,59%)	75 (-63,05%)	0 (-100%)
Autres	11 128 (-1,52%)	8 135 (-16,57%)	2 993 (93,22%)
<b>Motifs d'irrecevabilité du RAPO</b>			
Le requérant n'a pas intérêt à agir	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
Le requérant n'a pas envoyé sa demande suivant les modalités indiquées dans l'avis de paiement	0 (-100%)	0 (-100%)	0 (0%)
Le requérant ne produit aucun motif	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
Le requérant est hors délai	0 (-100%)	0 (0%)	0 (-100%)
Autres	0 (-100%)	0 (0%)	0 (-100%)

Motifs de rejet du RAPO			
Les éléments produits n'ont pas emporté la conviction de l'autorité en charge du RAPO	2 163 (50,63%)	1 260 (13,82%)	903 (174,47%)
Le forfait post-stationnement était fondé	1 174 (-42,22%)	610 (-59,87%)	564 (10,16%)
Autres	362 (47,15%)	263 (86,52%)	99 (-5,71%)
Motifs d'annulation			
L'utilisateur avait bien un justificatif de paiement et a payé la durée nécessaire	2 874 (31,59%)	2 008 (3,24%)	866 (262,34%)
L'utilisateur apporte des éléments probants de l'usurpation de sa plaque d'immatriculation ou du vol de son véhicule	78 (188,89%)	23 (53,33%)	55 (358,33%)
Une erreur a été commise dans le décompte de la somme due après application du forfait post-stationnement et compte tenu de la somme déjà réglée par l'utilisateur	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
L'avis de paiement a été délivré avant l'heure indiquée sur le précédent	1 (-92,86%)	0 (-100%)	1 (-50%)
Verbalisation malgré gratuité temporaire	4 411 (82,05%)	2 615 (30,23%)	1 796 (332,77%)
Avis de paiement comportant des erreurs	210 (147,06%)	72 (12,50%)	138 (557,14%)
Avis de paiement incomplet ou mal rédigé	4 (-86,21%)	2 (-89,47%)	2 (-80%)
Autres motifs tirés de la bonne foi de l'utilisateur	6 805 (-17,93%)	5 834 (-23,52%)	971 (46,23%)
Autres	44 (-91,42%)	24 (-92,48%)	20 (-89,69%)